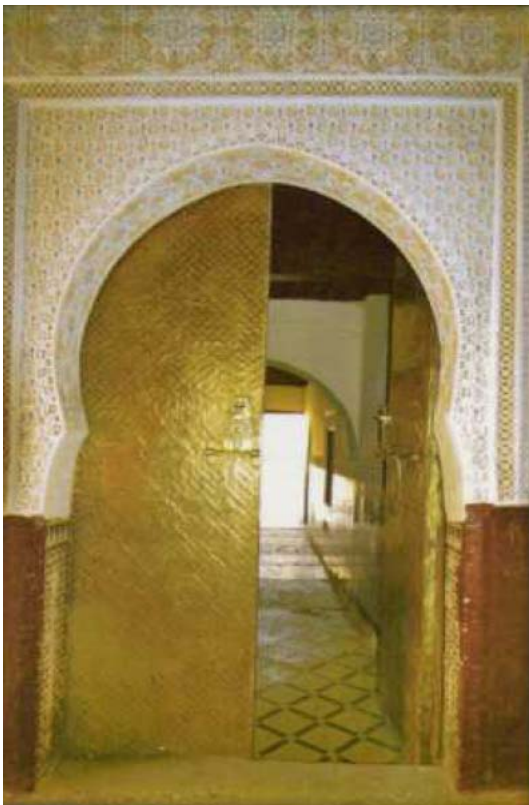


***Le Qatar,* acteur des recompositions géopolitiques au Maghreb ?**

**Le Maghreb face aux nouveaux
enjeux mondiaux**



Mansouria Mokhefi

Mai 2014

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Avec le soutien du groupe OCP



ISBN : 978-2-36567-257-3
© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Table des matières

INTRODUCTION	2
LA DEROUTE LIBYENNE.....	6
L'ECHEC TUNISIEN.....	13
VERS UN RAPPROCHEMENT AVEC L'ALGERIE ?	22
UN AXE MAROC-QATAR ?	32
CONCLUSION.....	41
BIBLIOGRAPHIE	43
Ouvrages	43
Articles et contributions	43

Introduction

Bénéficiant de richesses colossales – 15 % des réserves mondiales de gaz, un PIB par habitant d'environ 80 000 dollars, des réserves accumulées de plus de 200 milliards de dollars – profitant de l'écho médiatique et de la visibilité internationale que la chaîne Al Jazeera lui a assurés et s'appuyant sur la réputation d'intermédiaire impartial et pacifique que ses nombreuses médiations lui ont conféré, l'émirat a en quelques années déployé une diplomatie multidirectionnelle qui l'a non seulement sorti de l'anonymat qui était encore le sien il y a 20 ans mais aussi propulsé au-devant de la scène internationale et imposé comme un acteur majeur sur le théâtre régional.

Inconnu il y a à peine 20 ans, le Qatar a su rentabiliser les multiples alliances conclues dans la décennie 2000 pour devenir l'interlocuteur de choix entre les pays arabes d'une part et leurs alliés occidentaux de l'autre, et a réussi à tirer profit de l'affaiblissement des uns et des autres pour occuper les espaces vacants et petit à petit à apparaître comme un partenaire indispensable. En effet, dans la montée en puissance de l'émirat, Doha a, outre les atouts mentionnés, bénéficié au plan régional d'une conjoncture favorable.

Du côté des pays arabes, le graduel affaiblissement du rôle stratégique de l'Égypte depuis la signature des accords de paix avec Israël en constitue le premier facteur. L'effacement de la scène diplomatique régionale de l'Irak depuis la chute de Saddam due à l'intervention américaine en 2003, stimulant les ambitions d'autres acteurs régionaux (tels que la Turquie de l'AKP), et laissant croire au Qatar qu'il pouvait dorénavant occuper la place et se hisser au premier plan, en constitue le second facteur. La discrétion forcée d'une Arabie Saoudite, qui depuis les attentats du 11 septembre et le retrait des Américains qui ont quitté son territoire pour s'installer au Qatar et le repli qu'elle s'est imposé, allant jusqu'à mettre en sourdine son aversion pour Doha et accepter en 2008 la résolution des conflits frontaliers qui l'opposaient au Qatar, a laissé le champ libre à l'émirat, qui rêvait de déployer un pouvoir diplomatique aussi important que celui des trois puissances traditionnelles majeures désormais en perte de vitesse. En plus de ce troisième facteur et au-delà d'une Égypte déconsidérée (et considérablement affaiblie économiquement), un Irak détruit et hors jeu, et une Arabie Saoudite vieillissante et de plus en plus happée par ses problèmes internes (chômage, contestations diverses, soulèvements chiites), le Qatar a bien mesuré la mise à l'écart de la Syrie, rangée dans l'axe du mal par Washington et isolée diplomatiquement pendant des années,

pour se positionner habilement dans une stratégie géopolitique dont le volet énergétique était loin d'être négligeable.

Outre la conjoncture régionale, dans laquelle les capacités de ces pays à prétendre diriger la région s'étaient retrouvées considérablement réduites, le Qatar a bénéficié d'un contexte international où les intérêts stratégiques des pays occidentaux ont, à un moment, coïncidé avec la quête de reconnaissance et le désir de puissance de Doha. En effet, le Qatar a obtenu le soutien des pays occidentaux, qui, considérant avec bienveillance ses « succès » dans les différentes médiations dans lesquelles il s'était engouffré (qu'il en ait été à l'origine ou qu'il ait récupéré un processus enclenché sans lui) et satisfaits de le voir engager le dialogue avec tous et tisser des liens d'amitié avec tout le monde, lui ont accordé la reconnaissance recherchée et lui ont facilité l'accès au concert des nations.

À un moment où les États-Unis envisageaient de pouvoir compter sur leurs alliés régionaux pour gérer les crises du Moyen-Orient et permettre à ceux-ci de s'impliquer davantage dans le maintien de la sécurité régionale, le Qatar apparaissait comme le candidat parfait dès lors que Washington fermait les yeux sur certains comportements suspects et n'avait plus l'ambition d'importer ou d'imposer la démocratie dans la région. Par ailleurs, alors que Washington n'était plus enthousiaste par rapport à la mise en œuvre du projet de « Grand Moyen-Orient », les victoires électorales du Hezbollah au Liban (2005), celle du Hamas en Palestine (2007), tout comme la percée des islamistes égyptiens aux législatives de 2005, avaient déjà poussé l'Administration américaine (qui avait entamé cette réflexion dès la crise algérienne des années 1990) à revoir ses positions par rapport aux forces islamistes, laissant là aussi le Qatar cultiver ses liens avec tous les mouvements islamistes en opposition avec les régimes arabes en place. C'est dans ce contexte d'affaiblissement des grands leaders traditionnels arabes et de relatif reflux des grandes puissances, les États-Unis en perte d'influence après leurs échecs en Irak et en Afghanistan d'un côté, l'Union européenne qui peine depuis longtemps à dégager une ligne et une voix communes face aux conflits qui agitent la région, de l'autre, que le Printemps arabe est venu bouleverser la donne et procéder à une nouvelle redistribution des cartes qui a favorisé l'émergence d'acteurs régionaux, la Turquie, les pays du Golfe et le Qatar.

Surtout celle du Qatar au Maghreb, une région qu'il connaissait pourtant mal mais où les bouleversements induits par les révolutions avaient amené sur le devant de la scène les islamistes que Doha avait accueillis et soutenus pendant toutes les années où ils avaient été réprimés et exilés par les pouvoirs autocratiques qui sont tombés en 2011.

D'abord surpris par l'apparition et la célérité des contestations qui allaient en quelques semaines bouleverser le paysage maghrébin, l'Occident n'a pas su trouver la réponse adéquate à des phénomènes qu'il n'avait ni prévus ni envisagés, puis qu'il n'a pas su accompagner

non plus : les États-Unis, comme l'Union européenne, chacun a sa manière, ont eu des attitudes hésitantes et ambiguës face aux développements du printemps arabe. Prises de court par les événements et en panne de projet pour le Maghreb -- les puissances occidentales pouvaient compter sur le Qatar et sur ses relations avec les mouvements islamistes régionaux pour gérer les événements dans un contexte qui apparaissait plus volatil que jamais, prôner et contrôler un islam modéré capable d'impulser les réformes attendues et garantir la stabilité dans la région. Doha allait très vite prendre à bras-le-corps cette mission qui servait sa soif de rayonnement et qui lui était facilitée par la distanciation idéologique à l'égard des modèles politiques occidentaux et le déclin de l'influence culturelle occidentale observés dans les sociétés maghrébines. La disparition des pouvoirs politiques autocratiques en Afrique du Nord a ainsi amené la renaissance des partis islamistes, soutenus à la fois par des partisans de l'islam politique et par ceux qui précisément étaient en rupture avec les systèmes politiques occidentaux dont l'importation et l'application s'étaient soldées par un échec.

Après avoir soutenu la révolution tunisienne et encouragé le parti islamiste Ennahda, l'émir allait apporter tout son appui – politique financier et militaire – au soulèvement contre Kadhafi. Après avoir applaudi l'arrivée des islamistes au pouvoir à Rabat, l'émir ne cachait plus que, pour lui, le changement était imminent en Algérie aussi et que, comme dans les autres pays du Maghreb, celui-ci passait par les islamistes modérés.

L'implication du Qatar au Maghreb a définitivement modifié son image dans la région ; perçu jusque-là comme un riche petit État du Golfe, différent dans sa culture et sa pratique de l'islam wahhabite, un émirat lointain avec lequel les relations politiques et humaines étaient extrêmement réduites, il est soudain devenu, par sa présence sur tous les fronts et par son activisme débordant, une figure incontournable du Printemps arabe maghrébin.

Avec son implication dans la guerre libyenne où il a servi de caution arabe à l'intervention de l'Otan, se positionnant en chef d'orchestre actif et déterminant d'une Ligue arabe quasiment paralysée par des dissensions internes, le Qatar, qui a immédiatement gagné en visibilité au niveau régional et international, a montré qu'il était déterminé à jouer un rôle grandissant au Maghreb.

Mais son interventionnisme débridé, ses ingérences dans la gestion politique de la Libye post-révolutionnaire et la trop grande influence qu'il a cru pouvoir exercer sur Ennahda ont eu raison du capital de sympathie dont il a bénéficié au début de 2011 quand les diplomaties occidentales semblaient être mises à rude épreuve et que les révolutions n'avaient pas encore été récupérées par les mouvements islamistes.

Les accusations selon lesquelles le Qatar aurait été responsable des violences et de l'anarchie post-révolutionnaires qui se sont installées dans la région ont exacerbé les tensions avec l'émirat et ont remis en

cause tous les plans que celui-ci avait pu envisager. Les allégations selon lesquelles l'émirat aurait été à l'origine de la recrudescence de l'insécurité – violences contre les individus et assassinats de leaders politiques en Tunisie, toute puissance des milices et attaques contre le consulat américain en Libye – et la déstabilisation régionale – circulation des armes, recrudescence des trafics, actes de terrorisme, troubles aux frontières et crise malienne – ont nourri les plus grandes craintes et alimenté une hostilité grandissante à l'égard du pays et de ses dirigeants.

Suspecté d'avoir favorisé l'instabilité intérieure aussi bien en Tunisie qu'en Libye et d'avoir rompu les équilibres stratégiques de la région en élargissant la zone d'instabilité, le Qatar n'a pas pu empêcher que, malgré leurs divergences avec l'Algérie, ces deux pays se tournent vers celle-ci, l'amenant à sortir de l'isolement dans lequel le Printemps arabe et le Qatar l'avaient plongée et à revenir au cœur de la politique sécuritaire régionale.

Avec l'échec d'Ennahda, le Qatar a perdu son plus solide appui dans la région et le meilleur relais sur lequel il pouvait compter pour étendre son influence au Maghreb. Cet échec signe la faillite de la politique qatarienne post-Printemps arabe de manière plus flagrante que les déboires de sa diplomatie dans le dossier syrien.

Les soulèvements au Maghreb se sont présentés comme des occasions pour Doha d'affirmer et d'exercer une nouvelle influence dans cette région du monde. Mais si la montée en puissance de sa diplomatie multidimensionnelle et multidirectionnelle durant la décennie 2 000 a été permise, sinon facilitée par Washington, la fin de partie a été également sifflée par Washington qui a signifié à l'émir les limites de l'indépendance et de l'autonomie d'un allié.

D'acteur impartial œuvrant pour la paix, le Qatar devenu créateur et aggravateur de troubles, a fini par voir ses relations avec ses alliés remises en cause, a accepté de réévaluer sa stratégie régionale et de se plier aux nouvelles exigences maghrébines, qui ne sont pas toutes hostiles aux intérêts de l'émirat. Ainsi, réajustant sa politique depuis l'abdication de l'émir en juin 2013, le Qatar, qui a perdu la partie en Tunisie et en Libye, reporte toutes ses attentions sur les deux pôles les plus stables de la région, l'Algérie et le Maroc. Avec la première, il a engagé un rapprochement basé sur la convergence des intérêts économiques et énergétiques ; avec le second, il s'emploie à consolider les bonnes relations du Royaume avec les pays membres du Conseil de coopération du Golfe tout en assurant à Doha une place privilégiée en mettant en place un axe Maroc-Qatar appelé à se développer. Le présent travail tentera de décrypter et de développer chacun de ces points.

La déroute libyenne

Le Qatar fait une entrée fracassante au Maghreb en 2011 où, à la faveur du soulèvement en Libye, il jouera un rôle très important dans la guerre qui aboutit à la chute du régime de Kadhafi en août et à l'exécution de celui-ci en octobre de la même année. L'activisme diplomatique dont le Qatar a fait montre – il a obtenu le soutien de la Ligue arabe¹, plaidé pour la résolution 1973 du Conseil de sécurité et a accordé aux rebelles libyens une légitimité politique en étant le premier pays arabe à reconnaître le CNT- fut à la mesure de son interventionnisme sur le terrain où le soutien financier et militaire apporté à la rébellion a été déterminant dans l'issue des combats. Non seulement le Qatar mit immédiatement à la disposition de l'Otan cinq de ses douze *Mirage 2 000* mais il a largement contribué à l'armement des forces rebelles, livrant à celles-ci plus de 20 000 tonnes d'armes, dont des fusils d'assaut modernes FN de fabrication belge et des missiles antichar de type Milan. Les conseillers militaires qatariens ont largement privilégié les groupes islamistes, comme ceux d'Abdelhakim Belhaj, d'Ismaël Salabi, la Katiba des Martyrs d'Abu Salim, dirigée par Abu Sofiane Qumu, un ancien de Guantanamo, ou encore la Katiba Obeida Ibn Jarrah soupçonnée d'avoir assassiné, le 27 juillet 2011, le général Abdul Younes mis en place par Moustafa Abdel Jalil pour tenter d'unifier les Katibas sous sa houlette. Dans le Djebel Nefoussa, les Mukhabarat, le service de renseignement extérieur directement rattaché au palais de l'émir du Qatar, ont participé à la désignation des unités qui ont reçu les

¹ Il a entraîné avec lui le roi Abdallah d'Arabie Saoudite qui, pour des raisons personnelles, n'était pas hostile à la disparition du régime libyen: Kadhafi aurait essayé de faire assassiner le roi Abdallah (alors Prince héritier) en 2004, ce qui aurait contribué à la décision prise par la Ligue arabe en 2011 d'approuver l'intervention de l'Otan qui a conduit à sa fin. De plus, en mars 2009, à Doha, Kadhafi l'avait qualifié de « marionnette » des Britanniques et des Américains devant tous ses pairs arabes.

Michael Slackman, « Dislike for Qaddafi Gives Arabs a Point of Unity », in *New York Times*, 21 mars 2011,

http://www.nytimes.com/2011/03/22/world/africa/22arab.html?_r=0

Christophe Ayad, Isabelle Mandraud, Benjamin Barthe, Hélène Sallon et Serge Michel, « Le "grand jeu" de l'Arabie saoudite pour étouffer les "printemps arabes" », in *Le Monde*, 14 janvier 2014,

http://www.lemonde.fr/libye/article/2014/01/13/le-grand-jeu-de-riyad-pour-etouffer-les-printemps-arabes_4346993_1496980.html

missiles antichar – un total de neuf cargaisons a été parachuté – livrés par la France.

Le Qatar a fait beaucoup plus que financer des achats d'armement et assurer une formation au combat. N'ayant pas d'accès à des moyens de financement et se heurtant à des problèmes juridiques pour vendre le pétrole libyen, le CNT était dans l'impossibilité de verser les salaires et de financer les vastes subventions allant du pain à l'essence, qui permettaient à l'économie libyenne de fonctionner. Aussi, contournant les sanctions, le Qatar est intervenu en offrant de commercialiser 1 million de barils de pétrole pour le CNT, une transaction qui a rapporté une centaine de millions², l'a approvisionné en essence, gazole et lui a fourni une aide se chiffrant à des millions de dollars³. Le Qatar a également aidé à lancer une chaîne de télévision par satellite libyenne, Libya al-Ahrar, en mettant à sa disposition des locaux à Doha et en transmettant son signal. Le réseau a été établi en mars pour réduire l'appui dont bénéficiait Kadhafi dans les zones qui demeuraient sous son contrôle. Après que, au mois de mai 2011, la Ligue arabe eut donné pour instruction aux prestataires arabes de services satellitaires de cesser de transmettre les signaux de la télévision d'État de Kadhafi sur leurs fréquences, un grand nombre de Libyens se sont mis à suivre les programmes d'informations transmis par Libya al-Ahrar.

Dépourvu face à la soudaineté et à la brutalité des événements du Printemps arabe, déterminé à ne pas entrer en guerre contre un autre pays musulman, Washington se résolut dans cette affaire à s'en remettre à ses alliés, dont le Qatar. Estimant que les États-Unis pourraient « lead from behind » (diriger de l'arrière), Obama a tenté d'apporter un soutien aux mouvements de protestation populaires tout en évitant que des forces armées américaines ne soient directement impliquées. Mais si s'appuyer sur des forces de substitution allait permettre aux États-Unis de ne pas tremper officiellement dans les opérations, cela signifiait aussi que celles-ci risquaient de se dérouler de façons contraires aux intérêts des États-Unis. En effet, quelques semaines après le début des hostilités, la Maison-Blanche a commencé à recevoir des informations indiquant que les armes livrées par le Qatar en Libye allaient aux groupes de militants islamiques qui étaient plus « antidémocratiques, plus extrémistes, plus proches d'une version radicale de l'islam que la

² Lorsque les compagnies pétrolières internationales ont refusé de décharger les cargaisons de pétrole dans le port de Benghazi jusqu'à ce que le CNT les paye, le Qatar est intervenu et s'est engagé à les payer si le CNT ne pouvait le faire.

³ David Roberts, « Behind Qatar's Intervention in Libya », in *Foreign Affairs*, 28 septembre 2011,

<http://www.foreignaffairs.com/articles/68302/david-roberts/behind-qatars-intervention-in-libya>.

Voir aussi Christopher S. Chivvis, Keith Crane, Peter Mandaville, Jeffrey Martini, « Libya's Post-Qaddafi Transition : The Nation-Building Challenge », *RAND*, 2012, http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR100/RR129/RAND_RR129.pdf

principale alliance de rebelles en Libye⁴ ». Vue de l'extérieur, l'intervention en Libye s'est déroulée dans une parfaite harmonie entre les alliés de la coalition. Lors de la prise de Tripoli, en août, le président français Nicolas Sarkozy n'avait eu de cesse de remercier l'Émirat pour sa collaboration logistique et financière. Mais dès le mois d'octobre, Nicolas Sarkozy s'est ému auprès de l'émir du soutien militaire et financier apporté par son pays aux combattants libyens les plus islamistes, lui demandant de mieux coordonner son action en Libye avec celle des pays occidentaux et de veiller à ne pas affaiblir le CNT dont l'unité risquait d'être menacée par des actions clandestines parallèles⁵. De son côté, la Maison blanche se plaignit également du fait que le Qatar ne coordonnait pas ses actions en Libye avec les États-Unis, et après l'avoir remercié en avril 2011 pour le rôle qu'il avait joué dans les révolutions arabes, le président Obama exigea une plus grande transparence quant à la destination des armements⁶. « Le Président a fait valoir à l'Émir que nous avons besoin de transparence quant à ce que le Qatar faisait en Libye⁷ ». Alors que, face à la dégradation politique et sécuritaire⁸ en Libye, les puissances occidentales – France, Grande-Bretagne et États-Unis –, qui avaient engagé des coûts⁹ importants pour la libération du pays, étaient étrangement muettes et plus préoccupées par les retombées économiques¹⁰ que par la situation politique du pays, le Qatar a continué à s'impliquer dans la Libye de l'après-Kadhafi, exerçant des

⁴ Selon les propos d'un haut fonctionnaire de l'Administration américaine recueillis par le New York Times; James Risen, Mark Mazzetti et Michael S. Schmidt, « U.S.-Approved Arms for Libya Rebels Fell Into Jihadis' Hands », in *New York Times*, 5 décembre 2012,

<http://www.nytimes.com/2012/12/06/world/africa/weapons-sent-to-libyan-rebels-with-us-approval-fell-into-islamist-hands.html?pagewanted=all&r=0>

⁵ Libye - Après l'Otan, le Qatar reprend la main, *Slate Afrique*, 27 oct 2011 : <http://www.slateafrique.com/59697/libye-apres-otan-le-qatar-reprend-la-main-kadhafi>

⁶ Les États-Unis ne comptaient qu'un petit nombre d'agents de la C.I.A. en Libye durant le tumulte de la rébellion et ils n'ont guère pu surveiller les livraisons d'armes.

⁷ À peu près au même moment, selon plusieurs responsables américains, Mahmoud Jibril, alors Premier ministre du Conseil national de transition fit part de sa frustration aux officiels américains face au fait que les États-Unis permettaient au Qatar d'armer les groupes extrémistes opposés aux nouveaux dirigeants. *New York Times*, op. cit.

⁸ « Origins and Dimensions of Instability in Post-Qaddafi Libya », 30 juillet 2013 ; *Homeland Security Policy Institute, HSPI Issue Brief 21*, GWU.

<http://www.gwumc.edu/hspi/policy/HSPI%20Issue%20Brief%2021%20Instability%20Post-Qaddafi%20Libya.pdf>

⁹ Les coûts de cette guerre s'élèvent à 300 millions d'euros pour la France, 300 millions de livres pour le Royaume-Uni (343 millions d'euros) et à 500 millions de dollars (environ 395 millions d'euros) pour les États-Unis. *Le Figaro international*, 21 octobre 2011.

¹⁰ « La France veut tirer les bénéfices de son action en Libye », Matthias Blamont, *Le Monde*, 20 décembre 2011 ; Jo Adetunji, « British firms urged to 'pack suitcases' in rush for Libya business », *The Guardian*, 21 octobre 2011,

<http://www.theguardian.com/world/2011/oct/21/british-firms-libya-business>

pressions sur les dirigeants du CNT en vue d'obtenir des privilèges économiques spéciaux, tentant d'influer sur les nominations aux postes gouvernementaux et continuant à peser sur le terrain militaire comme il l'avait fait aux plans financier et politique.

Dans un pays qui a rapidement sombré dans l'insécurité et le chaos, le nouveau pouvoir libyen a rencontré les plus grandes difficultés pour canaliser l'influence des *katiba* d'Ismail Sallabi¹¹ et d'Abdelhakim Belhaj¹², d'autant plus que ceux-ci entretenaient des liens étroits avec le Qatar, alimentant les craintes quant à l'influence que l'Émirat voulait exercer sur l'avenir politique du pays. Le soutien concentré sur l'appui aux combattants libyens les plus islamistes¹³ ne pouvait manquer d'irriter les autorités libyennes, qui dénoncèrent alors clairement les ingérences de Doha en Libye. Pour Mahmud Jabril, ex-président du bureau exécutif du CNT, les pétrodollars qatariens alimentaient « les rivalités et les circuits de désaccord entre les rebelles et les divers courants qui gèrent la période post-Kadhafi, et ce en répandant la sédition entre les Libyens »¹⁴. Mohammed A. Chalgam, représentant de la Libye auprès de l'ONU, mit quant à lui en garde l'Émir du Qatar contre « tout accès de mégalomanie, ou l'illusion qu'il dirige la région »¹⁵. « Le Qatar affaiblit la Libye [...] en finançant les islamistes, ils détruisent l'équilibre politique et font qu'il nous est difficile d'aller de l'avant. Ils doivent cesser de s'ingérer ». Les hauts responsables militaires relégués à l'arrière-plan ont été tout aussi directs. « Si l'aide vient clairement, le Qatar est le bienvenu », a dit le général Khalifa Hiftar, « mais si, court-circuitant les voies officielles, elle est acheminée par des voies détournées jusqu'à certaines personnes, alors le Qatar n'est pas le bienvenu »¹⁶.

Pour l'ancien Premier ministre adjoint du CNT, Ali Tarhouni « ce qu'ils ont fait, c'est fondamentalement appuyer les Frères musulmans, [...] Ils ont apporté des armes, qu'ils ont données à des gens que nous ne connaissons pas »¹⁷. Celui-ci faisait partie de ceux qui avaient pointé du doigt l'aide du Qatar au parti de la Justice et de la Construction¹⁸,

¹¹ Homme fort de Benghazi, il a combattu à Misrata à la tête de la brigade du 17 février, maintient un groupe de 200 hommes armés, car selon lui la région ne serait « pacifiée qu'en surface », et prône l'avènement d'un gouvernement dirigeant le pays selon la charia.

¹² Chef du conseil militaire de Tripoli, islamiste et ancien djihadiste, suspecté d'être un ancien d'Al-Qaïda, emprisonné pendant 6 ans, il a fait partie des islamistes libérés après la négociation menée par Saïf el Islam.

¹³ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat : « L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel », in *Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés*. Sous la direction de Mansouria Mokhefi et Alain Antil, CNRS/Ifri, janvier 2013.

¹⁴ Déclaration à El-Arabiyya, 18 novembre 2011.

¹⁵ *Alkhabar*, 2 décembre 2011.

¹⁶ S. Sotloff, « Why the Libyans have fallen out of love with Qatar », in *Time*, 2 janvier 2012,

<http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2103409,00.html#ixzz2jTELQH0c>

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Barah Mikail, « Civil society and foreign donors in Libya », 2013,

et dénoncé le fait qu'à travers la « Libya Qatar Holding » mise en place au début de 2012, Doha entendait s'impliquer dans les élections au Congrès général national (CGN) et exercer une influence sur l'avenir politique de la Libye en allouant fonds et ressources à des candidats islamistes de son choix au lieu d'appuyer le CNT.

Mais le rejet du patronage de Doha aux islamistes libyens s'est traduit dans la piètre performance de ceux-ci aux élections de 2012 et dans les manifestations qui ont eu lieu à Tripoli et Benghazi contre un Qatar accusé d'être derrière les milices armées qui régnaient sur le pays et les groupes radicaux à l'origine de l'insécurité¹⁹ et des violences. Des manifestants à Benghazi ont brûlé des drapeaux qatariens et une effigie de l'ancien émir du Qatar, exigeant qu'il soit mis fin à l'ingérence du Qatar²⁰. L'indignation générale à la suite de l'attentat contre le consulat américain à Benghazi en septembre 2012, discréditant de manière définitive l'image de bienfaiteur qui avait été la sienne en 2011, allait raviver des tensions avec Washington que seule l'abdication de l'Émir et l'éventualité d'une politique plus docile de la part de son fils pouvaient apaiser. Quelques semaines après Benghazi, ayant pris la mesure de la détérioration de son image et compris que des limites avaient été franchies, Doha confirmait au Premier ministre Ali Zeidan en visite dans l'émirat en janvier 2013 que le Qatar avait « accepté de ne traiter avec l'État (libyen) que par l'intermédiaire d'accords bilatéraux et qu'il ne traiterait plus, comme il l'avait fait avant la constitution de l'État, » avec des acteurs non étatiques en Libye²¹. Cette déclaration constituait la reconnaissance des débordements qui ont nui à son image et des limites de son pouvoir d'influence sur l'évolution politique de la Libye post Kadhafi, et l'aveu de l'échec de ce qui fut perçu comme la politique mégalomane et hégémonique de l'émirat en Libye.

Si l'attentat contre le consulat des États-Unis à Benghazi et la mort des quatre diplomates américains dont l'ambassadeur ont sonné le

http://www.fride.org/download/WP_Lybia.pdf

¹⁹ Said Haddad, « La sécurité, « priorité des priorités » de la transition libyenne », in *L'Année du Maghreb*, 2013, pp. 323-342;

<http://anneemaghreb.revues.org/1953> ; Luis Martinez, « Libye : une transition à l'épreuve du legs de la Jamahiriyya », in *Les Études du Ceri* ; http://omer.sciences-po.fr/sites/default/files/etude_195-martinez_web-1_0.pdf

²⁰ Maha Ellawati, « Benghazi Protesters Support Government, Condemn Qatar », in *Libya Herald*, 10 mai 2013,

<http://www.libyaherald.com/2013/05/10/benghazi-protestors-support-government-condemn-qatar/#axzz2ruoucZKb> ; Aimen Eljali et Hadi Fornaji, « Protesters Force out Ministry militiamen », in *Libya Herald*, May 10, 2013, <http://www.libyaherald.com/2013/05/10/protestors-force-out-ministry-militiamen/>.

²¹ Sami Zaptia, « Qatar will now only deal through the Libyan State », in *Libya Herald*, 19 janvier 2013, <http://www.libyaherald.com/2013/01/19/qatar-will-now-only-deal-through-the-libyan-state-prime-minister-ali-zeidan/#axzz2rupjBBOB>

glas pour le Qatar en Libye, ce sont ses visées sur la zone sahélienne et l'influence qu'il aurait voulu y exercer qui ont accentué son discrédit international et ont fini par l'évincer du paysage régional et de l'avenir de la zone. Si personne – ni le gouvernement américain ni les alliés européens -- n'a pu établir avec exactitude la destination finale de toutes les armes fournies à la rébellion par le Qatar -- et qui lui furent, à sa demande, remboursées par le gouvernement libyen -- il a été néanmoins prouvé qu'un grand nombre d'entre elles (mitrailleuses, fusils automatiques et tonnes de munitions) a quitté la Libye pour être acheminées vers des groupes militants liés ou affiliés à Al-Qaida dans le Sahel où les trafics d'armes et de drogue proliféraient et où la coopération entre les réseaux des trafiquants et les différents groupes djihadistes²², comme le MUJAO ou Ançar Dine avait renforcé les capacités des djihadistes, dont certains n'allaient pas tarder à passer à l'action au Mali. Bien que démenti par Doha²³ l'appui financier voire de forces spéciales à certaines factions rebelles du Nord-Mali fût dénoncé par l'Algérie pour qui l'instabilité créée dans la zone sahélienne était lourde de menaces quant à sa sécurité intérieure (Aqmi et actes de terrorisme) et l'intégrité de son territoire (revendications des Touaregs)²⁴ et par la presse française dont certaines allégations d'après un rapport de la Direction du renseignement Militaire (dépendant du ministère de la Défense) connurent un grand retentissement²⁵. Ajoutons que l'opposition du Qatar à l'intervention française au Mali, l'opération Serval²⁶ qui a stoppé l'avancée des djihadistes sur Bamako et perturbé leur

²² « Libya's Fractious South and Regional Instability », *Small Arms Survey*, février 2014, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/R-SANA/SANA-Dispatch3-Libya%27s-Fractuous-South.pdf>

²³ Lors de la visite officielle du président par intérim Dioncounda Traoré à Doha, le 24 octobre 2012, l'émir a tenu une nouvelle fois à démentir le soutien de son pays aux rebelles du Nord.

²⁴ Mehdi Lazar, « Le Qatar intervient-il au Nord Mali? », in *L'Express*, 4 décembre 2012, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-qatar-intervient-il-au-nord-mali_1194852.html.

²⁵ « Notre ami du Qatar finance les islamistes du Mali », in *Le Canard enchaîné*, 6 juin 2012; « Nord Mali, le Qatar accusé de soutenir les groupes islamistes de l'Azawad », *Jeune Afrique*, 6 juin 2012,

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120606170458/alg-erie-mali-islamistes-terrorisme-mali-nord-mali-le-qatar-accuse-de-financer-les-groupes-islamistes-de-l-azawad.html>.

²⁶ Philippe Gros, JJ. Patry, N.Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », Note 16/13, *Fondation pour la Recherche Scientifique*, juin 2013, <http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes/2013/201316.pdf>.

organisation, a mis en lumière les divergences du Qatar avec les intérêts occidentaux²⁷ dans la région et les malentendus entre Paris et Doha que la coopération entretenue depuis la médiation réussie dans l'affaire des infirmières bulgares recouvrait.

Désavoué pour son ingérence à l'intérieur et discrédité pour ses manœuvres à l'extérieur, le Qatar est ressorti de son implication en Libye plus affaibli que jamais et forcé de reconsidérer le rôle qu'il aspirait jouer dans la région. Toutefois, si le Qatar a effectivement tenté de récupérer le Printemps arabe libyen en soutenant massivement les formations islamistes, ce soutien fut cependant limité aux tenants de l'islam proche des Frères musulmans car la stratégie qatarienne dans la région s'inscrit dans un contexte plus global de rivalité avec l'Arabie Saoudite et de lutte pour le contrôle de l'islam sunnite mondial et son renforcement face à la percée et à l'influence du chiisme dans la région. Ni cette rivalité ni cette lutte n'ont pris fin avec la déroute qatarienne en Libye.

²⁷ Olivier da Lage, « Le Qatar joue-t-il double jeu entre Occidentaux et jihadistes ? » in *Grotius*, 4 mai 2013, <http://www.grotius.fr/le-qatar-joue-t-il-double-jeu-entre-occidentaux-et-jihadistes/>.

L'échec tunisien

L'accueil que l'émir du Qatar reçut lors de sa visite à Tunis le 14 janvier 2012 pour la célébration du premier anniversaire de la révolution a révélé l'ampleur des suspicions que sa politique avait fait naître dans le pays. Aux cris de « Qatar dégage », les manifestants ont fait savoir que le rôle du Qatar dans la politique de la Tunisie post-révolutionnaire soulevait des questions et des craintes qui n'ont cessé depuis d'alimenter le débat public. D'abord perçu comme un appendice politique et médiatique de Washington, le Qatar a vu son image se détériorer sans cesse à la suite de ce qui fut dénoncé comme une volonté de mainmise sur la Tunisie à travers le soutien qu'il apportait au parti Ennahda, qui, sorti vainqueur des élections²⁸ d'octobre 2011, espérait ériger l'émirat comme partenaire stratégique privilégié de la nouvelle Tunisie²⁹.

Étroitement lié au Qatar, Rached Ghannouchi, le leader du parti Ennahda, qui s'était rendu au Qatar dès la fin octobre 2011, avait salué le rôle de l'émirat dans la révolution tunisienne, faisant sans doute allusion au soutien que l'émir avait toujours accordé aux islamistes tunisiens, dont certains avaient trouvé refuge à Doha pendant leur exil et très certainement au retentissement médiatique qu'Al Jazeera avait apporté au soulèvement tunisien, déclarant que « la révolution tunisienne doit beaucoup au Qatar et à son émir³⁰ ».

Beaucoup a été écrit sur le financement occulte de la campagne électorale d'Ennahda en 2011. L'opposition a souvent déclaré qu'elle considérait que la victoire électorale d'Ennahda était étroitement liée aux capacités financières supérieures du parti, qui, était-elle convaincue, venaient de l'étranger. Le financement d'Ennahda par le Qatar est un thème récurrent que l'opinion publique en Tunisie semble considérer comme allant de soi, malgré l'absence de preuves tangibles³¹. La direction d'Ennahda n'est pas soutenue par de grands

²⁸ Ennahda a remporté 89 des 217 sièges à pourvoir, le 24 octobre 2011

²⁹ « Le Qatar et la Tunisie : une relation stratégique majeure ? », 15 novembre 2013, <http://www.observatoire-qatar.com/politique/item/148-le-qatar-et-la-tunisie-une-relation-strategique-majeure>

³⁰ Rached Ghannouchi, dirigeant du parti islamiste tunisien Ennahda, dans une interview au quotidien qatarien *Al Arab*, en mai 2012.

³¹ Le 28 août 2012, dans un article publié par le journal britannique *The Independent*, le journaliste Robert Fisk a cité le ministre syrien des affaires étrangères Walid Mouallem, qui alléguait que l'Émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, avait versé 150 millions de dollars à Ghannouchi avant les élections tunisiennes de 2011 pour financer la campagne électorale d'Ennahda. Après que Ghannouchi eut

entrepreneurs, car il était interdit aux personnes associées à Ennahda durant les années Ben Ali en Tunisie de faire des affaires et nombre d'entre eux ont été contraints de s'exiler. Des ONG tunisiennes telles que l'Association tunisienne pour la transparence financière ont dénoncé l'utilisation opaque des fonds publics par la troïka au pouvoir, en particulier l'attribution de grands marchés publics à des entreprises qatariennes sans procédure d'adjudication transparente et en violation de la loi³². Le parti n'a pas cessé de se défendre contre de telles accusations, mais un rapport de la Cour des comptes tunisienne mettant en évidence l'opacité de sa comptabilité lors des élections qui l'ont porté au pouvoir renforce les soupçons quant à l'existence de financements occultes au profit du parti³³.

Outre le manque général de transparence financière, une critique commune à l'encontre des partis de tout l'échiquier politique, les nominations de proches du Qatar à des postes clés, tel le ministre des Affaires étrangères Rafik ben Abdesslem, ancien directeur du centre de recherches stratégiques rattaché à Al Jazeera, et celle de Tarek Dhiab, ancien consultant sportif de la chaîne qatarienne, au poste de ministre des Sports, envenimèrent les soupçons et accusations d'ingérence. De plus, certains journalistes ont allégué que plusieurs juristes d'Ennahda recevaient des fonds du Qatar sur leurs comptes en banque pour financer les médias proches du parti islamiste³⁴. La création de la première chaîne de télévision publique islamiste en Tunisie, Zitouna, lancée par le fils du ministre de l'Éducation Moncef Ben Salem, a contribué à créer une atmosphère de suspicion.

Les accusations selon lesquelles Ennahda serait « vendu au Qatar » ont incontestablement endommagé la réputation d'un parti qui était apparu vierge de toute compromission avec l'ancien régime et ont remis en cause sa légitimité auprès des nombreux électeurs non

publiquement réfuté ces allégations et menacé le journal de poursuites, *The Independent* s'est rétracté et a publié des excuses officielles à Ghannouchi.

³² « Tunisie: Sami Remadi dénonce une gestion douteuse d'argent public », *Business News*, 15 août 2012, <http://www.businessnews.com.tn/Tunisie--Sami-Remadi-d%C3%A9nonce-une-gestion-douteuse-de-1%E2%80%99argent-public,520,32863,3>

³³ G. Dasquié, « L'argent caché d'Ennahda », in *Owmi*, 10 septembre 2012: <http://owmi.fr/2012/09/10/1-argent-cache-d-ennahda-tunisie>;

« Tunisie- Les fonds publics dépensés par le CPR lors de la campagne électorale n'ont pas été justifiés », in *Business News*, 7 août 2012. Voir aussi: Olfa Belhassine, « Les Wahhabites sont les prédicateurs d'Ennahda », in *La Presse de Tunisie*, 28 février 2013, <http://www.lapresse.tn/28022013/63420/leswahhabites-sont-les-predicateurs-dennahda.html>; Moez E. K., « Tunisie: Mourou accuse l'Arabie saoudite et le Qatar », in *Mag14*,

27 août 2012, <http://mag14.com/national/40-politique/872-tunisie--mourou-accuse-larabie-saoudite-et-le-qatar.html>

³⁴ « Tunisie: Tanit Press révèle des financements qataris occultes d'officines proches d'Ennahda », in *Kapitalis*, 2 avril 2013, <http://www.kapitalis.com/politique/15357-tunisie-tanit-press-revele-des-financements-qataris-occultes-d-officines-proches-d-ennahda.html>

islamistes qui lui avaient accordé leurs voix en 2011. Elles ont aussi entaché la réalité d'une révolution dont le caractère spontané et endogène ne faisait aucun doute : selon un sondage d'opinion réalisé en septembre 2012 pour savoir si les Tunisiens pensaient que les récentes révoltes et manifestations arabes étaient « principalement le résultat du véritable désir de changement de la population ou d'influences étrangères », 22 % des Tunisiens considéraient que l'influence étrangère a joué un rôle important dans l'avènement des révolutions de 2011³⁵.

Les mises en garde du président Marzouki le 11 avril 2013 à l'encontre de ceux qui critiquent le Qatar et ses menaces de les poursuivre « devant la loi » proférées lors de la remise par le procureur du Qatar d'un chèque de 28 millions de dollars récupérés du compte de Leila Trabelsi, l'épouse de Ben Ali, ont suscité l'indignation de l'opposition laïque et démocratique et, loin de faire disparaître le sentiment de rejet, ont au contraire mis de l'huile sur le feu. « Il existe un État ami, un État frère, qui s'appelle Qatar, qui a dépensé de l'argent pour permettre de restituer [à la Tunisie une partie de] cet argent [spolié par le clan du Président déchu] (...) et je considère que les gens qui s'en prennent à cet État frère par les insultes et les offenses sont des gens qui doivent assumer leurs responsabilités face à leur conscience et devant la justice [...] Je mettrai ceux qui insultent ce pays devant leurs responsabilités et face à la loi³⁶ ».

Dénoncé comme un pays qui « veut faire de cette terre paisible un sanctuaire djihadiste³⁷ », le Qatar était régulièrement accusé dans la presse tunisienne de tenter de confisquer la « révolution de Jasmin » et d'œuvrer à l'en détourner de son but - instaurer la démocratie - vers la mise en place d'un État wahhabite. Représentant d'un wahhabisme qui fait peur, le Qatar est accusé de vouloir « avorter la révolution tunisienne parce qu'elle constitue une menace pour l'existence des monarchies du Golfe³⁸ ». Rejetant le modèle d'un émirat qui prône la démocratie à l'extérieur sans appliquer celle-ci à l'intérieur, l'hostilité à l'égard du Qatar a pris des formes qui ont pu dépasser les limites de la décence lorsque le dénigrement du Qatar prit pour cible Cheikha Mozza qui fut moquée et insultée dans la presse et sur Internet : les réseaux sociaux en Tunisie débordaient de

³⁵ D. Mogahed, « Opinion Briefing: Arab Nations Differ on Uprisings Upside », *Gallup*, 12 septembre 2012, <http://www.gallup.com/> ; voir Kristina Kausch, « "Foreign Funding" in post-revolution Tunisia », FRIDE, Working Paper, Fride and Hivos, 2013, http://www.fride.org/download/WP_Tunisia.pdf

³⁶ « Marzouki-Al Thani ou l'asymétrie entre le Qatar et la Tunisie », *Mag 14*, 11 avril 2013, <http://www.mag14.com/national/40-politique/1817-marzouki-al-thani-ou-lasymetrie-entre-le-qatar-et-la-tunisie.html>

³⁷ Djamilia Ould Khettab, « Le Qatar fait-il fait la loi en Tunisie? », in *Algerie-Focus*, 17 avril 2013, <http://www.algerie-focus.com/blog/2013/04/le-qatar-fait-il-la-loi-en-tunisie/>

³⁸ *Ibid.*

plaisanteries à son détriment, et de moqueries diverses de blagues : une page de Facebook intitulée « Campagne pour insulter l'État du Qatar » a attiré 23 000 « amis » en deux jours. Outre les propos désobligeants et insultants sur l'émir, son épouse et sa famille, propos qui ont heurté à Doha et ont sans nul doute pesé dans le nouveau regard du Qatar sur la Tunisie, la condamnation des traditionnelles parties de chasse des dirigeants et notables du Golfe en Tunisie acheva de traduire l'ampleur de l'aversion³⁹.

Accusé d'encourager la montée de la violence en Tunisie avec les exactions de certains groupes salafistes déterminés à imposer les lois les plus rétrogrades⁴⁰, le Qatar aurait été derrière les assassinats des deux leaders de gauche, Chokri Belaïd⁴¹ et Mohamed Brahmi⁴², accusations brandies comme des preuves supplémentaires d'une ingérence visant à injecter un wahhabisme étranger au Maghreb et à contrôler l'orientation politique et sociale de la Tunisie. Une ingérence réprochée non seulement à Tunis, mais aussi dans le reste du pays : le drapeau qatarien brûlé à Gafsa reflète le ressentiment ressenti par la majorité des Tunisiens à l'encontre de « l'ingérence flagrante du Qatar » dans les affaires intérieures de la Tunisie⁴³. Mêmes réactions violentes quand furent révélés à la fin novembre 2012 le développement de la coopération militaire et la signature entre la Tunisie et le Qatar d'un accord stratégique, « un mémorandum d'entente relatif à la coopération militaire, et un projet de protocole exécutif relatif au détachement de militaires tunisiens auprès des forces armées qatariennes⁴⁴ », conclu lors de la visite du ministre de

³⁹ « Les Cheiks ont décimé [...] notre faune sauvage du désert, en particulier la gazelle Rim et la gazelle Dorcas, animaux en voie d'extinction, figurant sur la liste rouge de l'Union Mondiale de la Conservation de la Nature des espèces animales sauvages menacées d'extermination et protégées par les conventions de Washington et de Rio, toutes les deux ratifiées par la Tunisie. La raison principale de ces massacres tient à la libido et à la superstition de ces envahisseurs qui croient que les vésicules biliaires séchées de ces animaux sont de puissants aphrodisiaques ». Voir « Tunisie : le cauchemar du braconnage de la faune sauvage continu », in *Investir en Tunisie* 22 novembre 2013,

http://www.investir-en-tunisie.net/index.php?option=com_content&view=article&id=23236:-tunisie--le-cauchemar-du-braconnage-de-la-faune-sauvage-continu&catid=39:eco-finance&Itemid=128

⁴⁰ Le Niqab à l'université, l'attaque contre une station TV après la diffusion du film *Persepolis*, le vandalisme contre des galeries d'art, la fermeture de débits de boissons, la destruction des marabouts tels que celui de Sidi bou Saïd, etc.

⁴¹ Chokri Belaïd, leader du Parti des patriotes démocrates unifié (PPDU) a été assassiné le 6 février 2013.

⁴² Mohamed Brahmi, coordinateur du parti d'opposition le Mouvement populaire et député à l'Assemblée nationale constituante, a été assassiné le 25 juillet 2013.

⁴³ « Qatar pays price for its generous support to Muslim Brotherhood », *Middleeastonline*, 11 mai 2013,

<http://www.middle-east-online.com/english/?id=58685>.

⁴⁴ « Tunisie : Rachid Ammar place l'armée tunisienne sous commandement qatari », 21 novembre 2012, http://www.tunisie-secret.com/Tunisie-Rachid-Ammar-place-l-armee-tunisienne-sous-commandement-qatari_a211.html.

la Défense Abdelkrim Zbidi et de Rachid Ammar, chef d'état-major des armées, au Qatar, le 18 novembre 2012.

L'épisode Ennahdha s'est caractérisé par une grave dégradation de tous les indicateurs économiques – déficit budgétaire, inflation, fuite des investisseurs, déclin du tourisme, endettement extérieur – et sociaux – grèves à répétition, occupation d'usines et universités, hausse du chômage, mécontentement général. Longtemps, le soutien du Qatar aux Islamistes a menacé de porter préjudice à la nécessité de forger un consensus entre les différents groupes et partis politiques tunisiens. Mais acculés par la situation économique et financière du pays, par leur incapacité à rétablir et maintenir la sécurité à l'intérieur du pays et à ses frontières, instruits par l'échec et la déroute des islamistes égyptiens, et tenant compte de l'arrivée au pouvoir au Qatar d'un nouvel émir dont tout indique qu'il entend moins s'impliquer dans les affaires maghrébines que son père et qu'il n'accorde plus son aide qu'avec difficulté et au compte-gouttes, les islamistes d'Ennahda n'ont eu d'autre recours que d'accepter le dialogue que les Frères musulmans égyptiens avaient, eux, rejeté avec constance. Les islamistes au pouvoir de plus en plus fragilisés – l'assassinat de Chokri Belaïd avait contraint le premier ministre Hamadi Jebali à la démission – et de plus en plus malmenés par une opposition laïque revigorée, ont, au terme d'une crise politique qui a paralysé le pays d'août 2013 à janvier 2014, accepté de céder la direction du gouvernement à une équipe de technocrates dans l'attente de nouvelles élections et de négocier les points encore en litige dans l'élaboration de la constitution. Celle-ci, finalement adoptée le 26 janvier 2014, reconnaît la liberté de conscience et l'égalité des hommes et des femmes.

Défaite ou retrait stratégique des islamistes d'Ennahda ? Quelle que soit la réponse, elle ne concerne désormais plus que la Tunisie, et quelle que soit la prochaine orientation du parti, le rôle du Qatar n'y sera plus jamais déterminant. D'autant plus que son aide économique depuis la révolution de Jasmin n'a été ni à la hauteur des attentes des Tunisiens ni à celle des espoirs de ses partisans d'Ennahda.

Les pays du Golfe, chacun à sa manière, ont apporté une aide à la Tunisie : l'Arabie saoudite a annoncé en mai 2012 qu'elle accorderait des prêts à des conditions favorables d'un montant de 510 millions de dollars pour une nouvelle centrale électrique, des gazoducs et des formations techniques et professionnelles ; les Émirats arabes unis ont fait un don de 200 millions de dollars pour aider à reconstruire les infrastructures sanitaires du pays ; le Koweït a accordé un prêt d'un montant de 88 millions de dollars pour développer les infrastructures de gaz naturel⁴⁵. De plus, la Tunisie a obtenu quelques petits prêts de

Depuis janvier 2012, 200 officiers et sous-officiers tunisiens suivent des stages d'entraînement au Qatar et depuis mars 2012 la représentation militaire au sein de l'ambassade de Tunisie à Doha a été portée de deux à 29 officiers.

⁴⁵ « UAE Sends Help for 'the New Tunisia' », in The National, 4 mai 2012, <http://www.thenational.ae/news/uae-news/uae-sends-help-for->

la Banque islamique pour le développement (BID), basée en Arabie Saoudite, et plusieurs visites des dirigeants d'Ennahda en Arabie Saoudite ont abouti à l'annonce en juin 2013 d'un prêt triennal de 1,3 milliard de dollars accordé par la BID⁴⁶. Mais aucune aide octroyée ne rivalise avec celle accordée par le Qatar⁴⁷. En effet, celui-ci a fait un don de 20 millions de dollars aux Tunisiens blessés durant le soulèvement contre Ben Ali⁴⁸, et a joué un rôle important dans l'initiative de l'ONU (conduite par un juriste qatarien) tendant à récupérer des fonds s'élevant à 28,8 millions de dollars que l'ancien président et sa famille avaient cachés. De plus, le Qatar a octroyé de multiples prêts à la Tunisie, pour un montant total supérieur à 1,5 milliard de dollars, – la Qatar National Bank, qui dépend en partie d'un fonds souverain de l'émirat, a accordé un prêt de 500 millions de dollars, soit environ 750 millions de dinars, à la Tunisie sous forme d'achat de bons du Trésor tunisien pour alimenter ses réserves asséchées de devises étrangères⁴⁹ et pour soutenir un État en banqueroute dont les caisses sont vides et le déficit budgétaire alarmant – s'est engagé à effectuer des investissements dans l'énergie, l'environnement, l'eau, ainsi que dans des projets humanitaires et sociaux⁵⁰ et a conclu un accord de coopération

[thenew-Tunisie](#) ; Ghazanfar Ali Khan, « Saudi Arabia Grants Tunisia SR 828 m Soft Loan », *Zawya*, 15 juillet 2012, https://www.zawya.com/story/Saudi_Arabia_grants_Tunisia_SR_828_m_soft_loan-ZAWYA20120715033246/ ; « Tunisia: Cleanest Primary Energy Network Underway », in *North Africa Post*, 8 mai 2013, <http://northafricapost.com/3581-Tunisie-cleanest-primary-energy-network-underway.html>.

⁴⁶ « Deux accords de 'financement Islamique' en vue », *LaPresse de Tunisie*, 25 février 2012, <http://www.lapresse.tn/13022013/45847/deux-accords-de-financement-islamique-envue.html> ; « Tunisia Gets \$1.2 bln Funding from Islamic Development Bank », *Reuters*, 14 juin 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/06/14/tunisa-loans-idUSL5N0EQ1A920130614>

⁴⁷ Tony Arnold, « Qatar Offers Tunisia \$1bn loan assistance », in *The National*, 3 août 2012 ; <http://www.thenational.ae/thenationalconversation/industry-insights/economics/qatar-offers-tunisia-lbn-of-loan-assistance> « Qtel Buys Further \$360 mln Stake in Tunisian Telco », *Reuters*, 2/01/2013, <http://www.reuters.com/article/2013/01/02/qatar-tunisia-telecoms-idUSL5E9C22BE20130102> ; Kristina Kausch, « 'Foreign Funding' in Post-Revolution Tunisia », *FRIDE Working Paper*, 20 mai 2013, <http://www.fride.org/publication/1128/>

⁴⁸ « Qatar Donates \$20 Million for Tunisia 'Martyrs' », in *AFP*, 21 décembre 2012, <http://www.morocoworldnews.com/2012/12/71038/qatar-donates-20-million-for-tunisia-martyrs-report/>.

⁴⁹ *Le Figaro*, le 23 novembre 2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/11/23/97002-20131123FILWWW00319-tunisieune-banque-du-qatar-prete-500m.php>

⁵⁰ Jihen Laghmari, « Qatar Giving Tunisia \$1 Billion Loan, May Provide Jobs », *Bloomberg*, 26 avril 2012, <http://www.bloomberg.com/news/2012-04-26/qatar-giving-tunisia-1-billionloan-may-provide-jobs.html> ; « Le Qatar Investit au Maghreb », in *Jeune Afrique*, 2 février 2012, <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2666p027.xml0/a>

militaire avec la Tunisie, axé principalement sur l'amélioration de la formation et des compétences⁵¹.

L'un des projets les plus importants est celui de la raffinerie de la Shkira, d'une valeur de 2 milliards de dollars, confié à Qatar Petroleum, que le Qatar s'est engagé à construire et qui devrait quadrupler la capacité de raffinage de la Tunisie⁵². Les autres projets concernent des investissements dans de gigantesques complexes immobiliers touristiques de luxe, tels que « Diar Qatar » comprenant 150 ha de villas, des parcours de golf et des lacs artificiels au cœur de palmeraies. Le point commun entre tous ces projets, c'est qu'il s'agit de projets déjà négociés sous Ben Ali et octroyés au Qatar dans des conditions controversées et dénoncées dans la presse tunisienne à diverses reprises⁵³.

Avec des IDE s'élevant à 784,2 MD (soit environ 357 millions d'euros en janvier 2014), le Qatar est ainsi devenu en 2012 le premier investisseur en Tunisie⁵⁴, loin devant le second partenaire, la France (avec près de 196 millions d'euros)⁵⁵. Toutefois, selon son approche pragmatique, et ne sacrifiant jamais ses intérêts économiques à ses ambitions politiques, le Qatar, qui s'attache à investir son capital dans des activités économiquement productives, a veillé à ce que 81,2 % de cette somme, soit 636,9 MD, soient alloués à l'acquisition de 15 % du capital de Tunisiana,⁵⁶ tombé dans l'escarcelle de Qatar Telecom, et que 70 MD de cette même somme soient consacrés au rachat d'un

[lgerie-maroc-mauritanietunisie-le-%20qatar-investit-au-maghreb.html](#). Un exemple de projet social en cours est la collaboration entre deux organisations, Qatar Charity et l'organisation tunisienne Marhama en vue de construire des logements pour les familles démunies en Tunisie. « Des familles démunies bénéficient de l'aide de Qatar Charity », in La Presse de Tunisie, 16 avril 2013,

<http://www.lapresse.tn/17042013/65776/des-familles-demunies-beneficient-de-laide-de-qatar-charity.html>

⁵¹ « Qatar and Tunisia Sign a Military Cooperation Agreement », in Maghreb Daily, 21 novembre 2012,

http://www.lemag.ma/english/m/Tunisia-and-Qatar-sign-a-military-cooperation-agreement_a2697.html.

⁵² « Qatar to Proceed with \$2 bn Refinery in Tunisia », Reuters, 15 mai 2012,

<http://www.reuters.com/article/2012/05/15ozabs-Tunisie-qatar-refinery-idAFJ0E84E09Z20120515>

⁵³ Alors que Ben Ali avait cédé la raffinerie de Shkira pour 6,5 milliards de dollars, le nouveau gouvernement y a intégré pour le même prix la totalité de la mine de Sra-Quertane, pour laquelle Ben Ali ne prévoyait qu'une concession de 25% pour 3 milliards de dollars.

⁵⁴ Selon la note publiée le 13 février 2013 par l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA).

⁵⁵ Ambassade de France en Tunisie, *Brèves économiques Tunisie*, 28 février 2013, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/382075>

⁵⁶ Auparavant en 2011, le Qatar a pris une participation de 75 % dans l'opérateur téléphonique tunisien Tunisiana contre 1,2 milliard de dollars. Les médias ont annoncé que Q Tel a par la suite fait l'acquisition de 15 % du principal opérateur de téléphonie mobile, amenant la participation à 90 %. Voir Colin Kilkelly, « Qatar's influence in Tunisia », 15 octobre 2013,

http://www.fride.org/download/15.10.2013_TunisTimes_Tunisia_FR_IDE.pdf22.

hôtel à Tabarka. Par ailleurs, bien qu'il se place en première position parmi les pays ayant investi en Tunisie en 2012, l'action du Qatar n'aura eu aucun impact dans l'effort national de la lutte contre le chômage : « les investissements qatariens n'ont pas permis la création d'emplois puisqu'il s'agit de projets d'extension et d'acquisitions⁵⁷ », alors que la France, avec un montant de 388,31MD (dont 218 MD pour l'acquisition de 13 % du capital de la BT), aura créé 3 006 emplois, à travers 108 projets entrés en activité. Les investissements qatariens sont avant tout des placements purement financiers visant à profiter surtout Qatar et apportant très peu de bénéfices à l'économie tunisienne.

Toutefois, étant donné la situation alarmante de l'économie et la dévastation du secteur touristique, le président Marzouki sollicitait encore les investisseurs des pays du Golfe en annonçant⁵⁸ qu'à partir de mai 2012 les ressortissants des pays du Golfe se rendant en Tunisie seraient exemptés de visa et en les exhortant à soutenir la nouvelle orientation de la politique touristique du pays ; en effet, considérant que le secteur du tourisme tunisien dépendait essentiellement de l'Occident, ce qui en faisait un tourisme des pauvres, en attirant les touristes arabes du Machrek, la Tunisie se libérerait de ses relations avec les pays du nord de la Méditerranée⁵⁹ ».

Devant l'opposition tunisienne qui dénonce le manque de transparence dans les investissements et acquisitions qatariens dans le pays, et la rumeur de « l'achat » de la Tunisie par le Qatar, et en réponse à des critiques selon lesquelles le Qatar ferait payer à la Tunisie des intérêts élevés⁶⁰, le Premier ministre Ali Laarayadh s'est attaché à préciser que le prêt supplémentaire d'un montant de 1 milliard de dollars que le Qatar s'appropriait à octroyer en mai 2013 le serait à des conditions favorables. C'est que les tensions étaient à leur paroxysme : comme en Égypte, jugeant calamiteuse la gestion du pays par les islamistes, nombreux étaient ceux qui appelaient ouvertement à leur départ du gouvernement de la troïka. À la suite de la destitution de Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, la crainte d'une contagion s'est faite plus grande alors que l'armée tunisienne n'a pas de réel pouvoir. De leur côté, les dirigeants de Ennahda, les nerfs à

⁵⁷ « Zéro Emploi pour les investissements qataris », in Kapitalis, 25 février 2013 : <http://www.mag14.com/capital/63-economie/1583-tunisie--zero-emploi-pour-les-investissements-qataris.html> ;

<http://ambassade-tunisie.fr/index.php/fr/icetabs/257-bilan-investissements-directs-en-tunisie-fipa-decembre-2012>

⁵⁸ À l'issue de sa tournée dans plusieurs pays du Golfe, qui a englobé le Qatar et le Koweït en avril 2012.

⁵⁹ Direct info< 245 avril 2012,

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2012/04/25/moncef-marzouki-notre-tourisme-dependait-essentiellement-de-loccident-ce-qui-en-faisait-un-tourisme-des-pauvres/>.

⁶⁰ « Tunisia in Talks with Qatar over Central Bank Deposit », Reuters, 23 mai 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/05/23/tunisia-qatar-idUSL6N0E41WK20130523>.

vif, ont essayé de faire front, appuyant les Frères égyptiens, multipliant les mises en garde contre un éventuel mouvement Tamarrod local et agitant le spectre d'une guerre civile. Sans succès :

Alors que les nouveaux dirigeants tunisiens espéraient bénéficier de grandes largesses de l'émirat et de dons de plusieurs milliards de dollars, leurs attentes ont été déçues et c'est dans un climat de tensions que Mustapha Ben Jaafar, le président de l'Assemblée nationale tunisienne, a rencontré l'émir du Qatar en décembre 2013 à Doha, qui a réaffirmé son soutien économique à la Tunisie et a confirmé la volonté du Qatar de « respecter la volonté du peuple tunisien de décider de son avenir. » Selon les engagements pris et conformément à l'accord signé entre les deux parties, le Qatar décaissera durant les six prochains mois une nouvelle tranche du soutien financier accordé à la Tunisie. Alors que l'expérience islamiste sur laquelle l'émirat avait misé touche à sa fin et que le parti Ennahda, qui voulait faire du Qatar le partenaire stratégique le plus important de la Tunisie, a dû se retirer des affaires, des voix s'élèvent à Doha pour réévaluer une politique étrangère qui s'est soldée par un échec et recalibrer une aide financière qui n'a pas été bénéfique, demandant : « Pourquoi gâchons-nous notre argent pour des gens qui brûlent notre drapeau⁶¹? »

En effet, l'échec d'Ennahda est aussi celui du Qatar. L'échec d'une stratégie visant à se doter d'une sphère d'influence au Maghreb, reposant sur une « paix sociale » garantie par des régimes islamistes partisans et au sein de laquelle le parti Ennahda faisait non seulement figure d'un appui principal, mais aussi d'un véritable relais⁶² pour l'extension de cette sphère d'influence.

Un échec qui vient s'ajouter à celui enregistré en Égypte et celui qui est en train de se concrétiser en Syrie.

⁶¹ « Qatar's foreign policy Change of tack », in *The Economist*, 15 juillet 2013, <http://www.economist.com/blogs/pomegranate/2013/07/qatar-s-foreign-policy>

⁶² Ridha Kefi, « Le Qatar influence-t-il vraiment la Tunisie ? » in Kapitalis, 16 janvier 2012, <http://www.kapitalis.com/politique/national/7827-le-qatar-influence-t-il-vraiment-la-tunisie.html>.

Vers un rapprochement avec l'Algérie ?

Anciennes et cordiales jusqu'au déclenchement du Printemps arabe, les relations entre Doha et Alger se sont crispées du fait de l'implication du Qatar dans les affaires politiques régionales à partir de 2011. Jusque-là, l'émir, qui entretenait des relations amicales avec Bouteflika depuis l'accession de celui-ci à la présidence algérienne après un long exil passé en partie dans les pays du Golfe, n'avait jamais caché son admiration pour le combat des Algériens pour leur indépendance et s'était félicité plus d'une fois de se trouver du même côté que l'Algérie sur des questions internationales, notamment au sein de la Ligue arabe, dans le dossier palestinien. Longtemps aussi, les relations entre les deux pays visaient à faire contrepoids aux liens entre le Maroc et l'Arabie saoudite.

Le Printemps arabe allait bouleverser cet équilibre du fait des divergences par rapport à la révolution libyenne et les désaccords sur le conflit syrien qui ont induit de fortes crispations. Si la politique du Qatar fut loin de faire l'unanimité dans le monde arabe, c'est en effet en Algérie qu'elle rencontra la plus véhémement opposition. Et ce n'est que depuis que le Qatar a essuyé des échecs successifs en Libye, en Tunisie, en Égypte et en Syrie et qu'il s'est retrouvé isolé sur la scène maghrébine et moyen-orientale qu'un rapprochement semble se dessiner.

En Libye, l'Algérie a observé avec inquiétude l'implication du Qatar dans le conflit et, opposée à toute intervention étrangère dans la région, a dénoncé le soutien politique et matériel que Doha apportait à l'intervention occidentale et aux rebelles libyens. Critiquant l'appui du Qatar aux islamistes maghrébins, elle a très tôt redouté l'influence que celui-ci ambitionnait d'acquérir dans la région à travers ses nouveaux relais en Tunisie, au Maroc et en Libye. Alger a par ailleurs exprimé des craintes concernant les débordements et autres risques de déstabilisation régionale qu'un certain aventurisme qatarien pouvait engendrer ou faciliter. L'Algérie a d'ailleurs immédiatement procédé à la fermeture de ses frontières, mais a été vivement critiquée pour avoir offert l'asile à certains membres de la famille Kadhafi (dont sa fille aînée Aïcha) venus se réfugier en Algérie.

Alors que le Qatar a été le premier pays arabe à reconnaître en mars 2011 le CNT, l'Algérie n'a reconnu celui-ci que le 22 septembre 2011, soit six mois après le déclenchement de la rébellion, un mois après la chute de Tripoli et quelques semaines avant l'exécution de

Kadhafi. Les autorités libyennes lui ont longtemps tenu rigueur de ce qu'elles ont considéré au mieux comme un manque de soutien et au pire comme une attitude hostile, accusant Alger de fournir des armes au régime de Kadhafi, dont elle ne pouvait pas envisager la chute. C'est dans un tel climat que la première rencontre entre Bouteflika et Abdeljalil a eu lieu le 16 novembre 2011 à Doha, sous « les bons soins » de Cheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, qui a présidé à leur poignée de mains.

De plus, Alger, qui se méfiait déjà des monarchies du Golfe et de leurs liens avec le Maroc, a été alarmée par l'invitation faite au Maroc et à la Jordanie par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) de le rejoindre en 2011. Avec d'un côté des islamistes arrivant au pouvoir en Tunisie, la disparition en Libye d'un pouvoir qui, même si les relations avec Kadhafi n'étaient pas excellentes, avait le mérite de partager les mêmes orientations en matière de politique étrangère, Alger avait des raisons de se sentir soudainement très isolée dans cette reconfiguration régionale et était de plus en plus hostile à l'égard du Qatar, qui non seulement abritait toujours sur son sol des islamistes algériens en exil mais favorisait l'installation des Frères musulmans de tous côtés de ses frontières. Pour Alger, la politique du Qatar en Libye avait « dépassé les bornes⁶³ » ; portant atteinte à la sécurité de l'Algérie en créant le chaos régional qui s'est traduit par l'exceptionnel déferlement d'armements et de munitions depuis les frontières libyennes, qui, en tombant entre les mains d'Aqmi et de ses affiliés, n'allaient pas manquer d'avoir des répercussions directes sur la sécurité intérieure du territoire algérien. Depuis la guerre en Libye, l'Algérie a redoublé d'efforts pour assurer le contrôle à ses frontières, mais celles-ci, longues de 982 km avec la Libye, sont restées poreuses par endroits, augmentant les risques d'infiltration. L'attaque contre le complexe gazier d'In Amenas en janvier 2013 a été perçue comme la conséquence directe de la constitution par les groupes terroristes du Sahel d'un arsenal venu tout droit de Libye.

Dès le début de la crise malienne, des informations concernant le rôle de Doha dans le soutien aux groupes radicaux fondées sur des rapports des services de renseignement français ont été largement reprises dans la presse. Soupçonnée d'avoir financé et armé les rebelles⁶⁴, d'avoir dépêché des instructeurs pour entraîner les combattants islamistes, Doha a été contrainte de démentir

⁶³ Mounir Boudjema, « Le jeu dangereux du Qatar en Algérie » *Liberté*, 21 août 2011, http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/ligue_arabe/qatar_jeu_dangereux.htm

⁶⁴ C'est le journal français *Le Canard enchaîné* qui le premier a publié cette information, en juin 2012. Roland Marchal, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po à Paris, l'a confirmée dans le magazine français *Marianne*, auquel il a déclaré : « On pense qu'un certain nombre d'éléments des forces spéciales qataries sont aujourd'hui dans le Nord Mali pour assurer l'entraînement des recrues qui occupent le terrain, surtout Ansar dine ». Voir Régis Soubrouillard, « Au Mali, le Qatar investit dans le djihadisme... », in *Marianne*, 6 juillet 2012.

officiellement ces accusations, et c'est le Premier ministre lui-même, Hamad ben Jassem Al Thani, qui a dénoncé ces « fausses allégations » et assuré que la mission de son pays dans la région n'avait jamais été « qu'humanitaire ». Après l'opposition du Qatar à l'intervention française au Mali, les relations avec Paris⁶⁵ étaient déjà tendues, mais avec l'Algérie⁶⁶ elles se sont considérablement détériorées à ce moment-là, car l'attitude du Qatar⁶⁷ dans la région subsaharienne était considérée comme belliqueuse⁶⁸ et, fondée ou non, la polémique révélait l'ampleur de la suspicion qui entourait désormais toutes les actions du Qatar dans la région.

Il faut toutefois rappeler que la présence du Qatar au Mali remonte aux années 1980, par l'intermédiaire de ses œuvres caritatives et religieuses, dont les actions se sont illustrées dans le domaine de la santé (financement de dispensaires) et de l'éducation (financement d'écoles) : « Des dizaines de milliers de personnes ont besoin d'aide dans le nord du Mali. Nous avons signé un accord de coopération avec le gouvernement malien le 2 août 2012. C'est dans ce cadre que nous cherchons à améliorer les conditions de vie de la population malienne affectée par la violence et la sécheresse dans le Nord » a tenté de clarifier Rajaa Saleh, responsable du Croissant-Rouge du Qatar⁶⁹. Mais il est vrai aussi que cette présence s'est intensifiée depuis le Printemps arabe (accords entre les Croissants-Rouges qatarien et malien), et le fait que le champ d'action de ses associations caritatives se situe dans le triangle de Gao, Kidal et Tombouctou, là où précisément régnaient les différents groupes islamistes armés, a alimenté toutes sortes de suspicions. La presse algérienne, déjà traditionnellement véhémente, s'est déchaînée contre le Qatar avec une violence inouïe.

⁶⁵ Laurent Fabius a lui aussi affirmé qu'il n'y avait « aucune confirmation » d'une aide militaire qatarienne.

⁶⁶ Qui avait autorisé le survol de son territoire par les avions français en route vers le Mali et qui avait dû fermer ses frontières terrestres pour empêcher toute incursion sur le sol algérien.

⁶⁷ Mehdi Lazar, « Qatar intervening in Northern Mali », in *Open democracy*, 19 décembre 2012.

⁶⁸ Benjamin Roger, « Nord-Mali: le Qatar accusé de financer les groupes islamistes de l'Azawad », *Jeune Afrique*, 6 juin 2012,

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120606170458/alg-erie-mali-islamistes-terrorisemenord-mali-le-qatar-accuse-de-financer-les-groupes-islamistesde-l-azawad.html> ; Abdou Semmar, « Révélations: des fonds saoudiens ont financé l'attaque terroriste de Tiguentourine », *Algérie-Focus*, March 21, 2013, <http://www.algeriefocus.com/blog/2013/03/21/revelations-des-fonds-saoudiens-ont-financelattaque-terroriste-de-tiguentourine/>.

⁶⁹ « Les contradictions de Doha », in *Courrier international*, 18 avril 2013, <http://www.courrierinternational.com/article/2013/04/18/les-contradictions-de-doha>. « 1200 paniers d'aliments délivrés à des familles, contenant chacun 75 kilos de riz, huile, farine, dattes et sucre. Mais aussi 732 enfants soignés à l'hôpital de Gao, 38 opérations chirurgicales et une réhabilitation des centres de santé de la région. »

Dans le dossier syrien, les deux pays se sont retrouvés en total désaccord : le Qatar continuait de soutenir les islamistes en lutte contre Bashar al Assad, que l'Algérie avait-elle combattus sur son sol pendant plus de 10 ans et continuait de surveiller étroitement ; le Qatar appelait à une intervention étrangère en Syrie alors que l'Algérie était farouchement opposée à toute intervention étrangère ; le Qatar a appelé à la militarisation et a favorisé l'internationalisation du conflit, alors que l'Algérie continue de plaider pour la recherche d'une solution politique dans laquelle seul le peuple syrien peut décider de son sort⁷⁰. Les deux pays se sont violemment opposés au sein de la Ligue arabe, d'abord quand les pays arabes ont voté la suspension de l'adhésion de la Syrie à la Ligue en 2011 et que, fortement irrité par l'attitude d'opposition de l'Algérien, Cheikh Hamad Bin Jassim Al Thani aurait menacé son homologue algérien Mourad Medelci : « Ne défendez pas trop la Syrie, car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous⁷¹ ». Ces menaces ont confirmé aux Algériens que pour le Qatar, il ne faisait aucun doute que l'Algérie devait à son tour connaître le changement, et que celui-ci passait obligatoirement par les islamistes modérés alliés de l'émirat.

Les capacités de nuisance du Qatar étaient dès lors décelées partout : durant la campagne pour les élections législatives de 2012, plusieurs candidats ont évoqué « la menace étrangère qui plane sur le pays » ; Mustapha Bouchachi, du Front des Forces socialistes, allant jusqu'à évoquer l'existence « d'un plan visant à détruire l'Algérie ». Le Qatar s'est retrouvé accusé d'être également derrière les troubles dans le sud du pays, alors que l'on sait que les grèves et les protestations diverses qui ont agité la région durant toute l'année 2013 n'avaient pour origine que la mauvaise gouvernance et les conditions sociales désastreuses marquées par la misère, le chômage et les inégalités. D'ailleurs, il n'est pas inutile de reprendre ici une mise au point ironique faite par Abdou Semmar en réponse à toutes les accusations portées contre le Qatar :

« Mais quelle est exactement la responsabilité du Qatar dans la décadence morale, économique et politique que vit l'Algérie depuis des années ? Est-il l'importateur de la corruption en Algérie ? Tous ces scandales de détournements des deniers publics et ces affaires de pots-de-vin sont-ils une invention d'Al-Jazira ? Et la dilapidation de la richesse nationale, les injustices sociales, le chômage massif et la précarité des jeunes, la violence à l'égard des femmes, les kidnappings d'enfants, les dégâts dus aux intempéries, tous ces

⁷⁰ Fouad Kemache, « Algeria and Qatar relations », in Yourmiddleeast.com, 6 mai 2013 »

http://www.yourmiddleeast.com/opinion/fouad-kemache-algeria-and-qatar-relations_12409

⁷¹ Voir *El Watan*, 15 novembre 2011.

problèmes ont-ils été imposés à l'Algérie par l'émir du Qatar⁷² ? »

Mais après avoir été isolée⁷³ au sein de la Ligue arabe⁷⁴ pour avoir refusé d'adopter la stratégie interventionniste du Qatar, l'Algérie a vu Doha petit à petit perdre tous ses appuis dans la région : en Tunisie, où Ennahda a dû quitter le gouvernement, en Égypte, où les Frères musulmans ont été défaits, en Syrie où il n'a pas pu renverser le régime. La stratégie du Qatar s'est soldée par un échec : ni la communauté internationale, ni la Ligue arabe ne l'ont suivi dans le dossier syrien, et au niveau maghrébin, renforcée par les échecs que le Qatar a déjà subis, l'Algérie veille à le maintenir isolé d'une scène régionale où elle considère de prime abord qu'il n'avait rien à faire.

Par ailleurs, si les tensions perdurent au même niveau entre le Maroc et l'Algérie, celle-ci est sortie de l'isolement dans lequel le Printemps arabe l'avait plongée et a vu ses liens se renforcer avec la Tunisie et la Libye, qui se sont chacune à sa manière libérées de l'emprise du Qatar, et, pour des raisons sécuritaires, notamment aux frontières⁷⁵, se sont rapprochées de l'Algérie, qui reste la puissance régionale la mieux équipée de par son expérience de lutte contre le terrorisme et ses moyens militaires pour limiter les risques de déstabilisation de la région.

La débâcle du Qatar au Maghreb a obligé celui-ci à reconsidérer ses relations dans la région et, au vu de l'affaiblissement de ses positions dans les pays qui ont connu le Printemps arabe, à se rapprocher à la fois du Maroc et de l'Algérie. Avec celle-ci, il s'agit de sortir de l'ère des soupçons, de se rapprocher sur les grandes questions de politique régionale et d'effacer les affrontements sur la Syrie. Adoptant la position qui fut celle de l'Algérie depuis le début du conflit syrien, Khaled ben Mohamed Al-Attiya, nouveau ministre qatarien des Affaires étrangères en visite à Alger le 19 décembre 2013,

⁷² Abdou Semmar « Le Qatar n'est pas le diable. Plaidoyer en faveur de l'émirat », in *Courrier international*, 18 avril 2013 ;

<http://www.courrierinternational.com/article/2013/04/18/le-qatar-n-est-pas-le-diable> ; Farid Alilat, « Des dollars du Qatar pour financer un khalifa islamique aux frontières d'Algérie », in *Dernières nouvelles d'Algérie*, 6 juin 2012

⁷³ « Algeria rejects Arab League call for Assad to go », in *DailyStar*, 23 juillet 2012, <http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2012/Jul-23/181688-algeria-rejects-arab-league-call-for-assad-to-go.ashx#axzz2ZuXKkZnA>.

⁷⁴ Seuls l'Irak et le Liban, comme l'Algérie, se sont abstenus au cours du vote sur la résolution de la Ligue arabe. Voir *Algérie1.com*,

<http://www.algerie1.com/actualite/ligue-arabe-lalgerie-reaffirme-son-rejet-de-toute-intervention-etrangere-et-sabstient-de-voter/> ; Mansouria Mokhefi, « Les États arabes et la crise syrienne », in *Les Echos.fr*, 11 septembre 2013, <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/autres/221179579/etats-arabes-et-crise-syrienne>.

⁷⁵ Fouad Kemache, op.cit.

reconnaissait que « la solution politique reste la seule voie possible pour résoudre le conflit en Syrie. Et le Qatar soutient cette solution⁷⁶. » Il a ainsi annoncé qu'une nouvelle page s'ouvrait dans les relations de son pays avec l'Algérie, soulignant la nouvelle « convergence de vues sur la Syrie » et déclarant : « L'Algérie et le Qatar œuvrent conformément aux décisions de la Ligue arabe et il n'y a aucune divergence entre les deux pays sur la crise syrienne⁷⁷ ».

Toutefois, malgré une certaine inflexion de la politique étrangère du Qatar, ce rapprochement se traduit d'abord par le renforcement des relations économiques qui restent le lien le plus important entre les deux pays et, après trois années de relations tendues, le Qatar serait en passe de devenir « un partenaire privilégié⁷⁸.

Malgré un contexte régional encore volatil mais dans lequel une convergence de vues sur nombre de questions jusque-là conflictuelles est en train de se dessiner, les relations économiques entre l'Algérie et le Qatar se consolident⁷⁹. Comme les autres pays du Maghreb, l'Algérie présente pour les investisseurs arabes des opportunités d'affaires et d'investissements dans plusieurs secteurs et attise la convoitise des pays du Golfe. L'Algérie a largement bénéficié, en 2007 et 2008, d'investissements parvenant principalement des Émirats arabes unis et de l'Arabie Saoudite dans de nombreux secteurs, notamment l'énergie⁸⁰, les transports et les travaux publics⁸¹, la chimie⁸² et l'agro-industrie.⁸³ Le dégel des relations entre le Qatar et l'Algérie a pu surprendre, mais il reflète sans aucun doute la crainte de l'Algérie d'être laissée pour compte par un resserrement des liens déjà très forts entre le Maroc et les pays du Golfe⁸⁴ qui ont

⁷⁶ Le ministre qatarien des Affaires étrangères, Khaled ben Mohamed Al-Attiya, lors d'une conférence de presse à Alger le 19 décembre 2013 ; Rafik Benasseur, « Ce malin petit Qatar », *Le grand Soir*, 20 décembre 2013, <http://www.legrandsoir.info/ce-malin-petit-qatar.html>.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Mehdi Lazar, « Qatar / Algérie : quelles relations ? », *Diploweb.com*, 18 mars 2013 ; <http://www.diploweb.com/Qatar-Algerie-queelles-relations.html>

⁷⁹ Amine Goutali, « Vers un partenariat accru », in *Horizons*, 20/12/2013 : <http://www.horizons-dz.com/?Vers-un-partenariat-accru>

⁸⁰ Liwa Energy Limited (Émirats arabes unis), filiale de la compagnie Mubadala (basée à Abou Dhabi) a acquis 20 % des parts de la compagnie Shell dans deux projets d'exploration en Algérie.

⁸¹ Dubai Ports World (DPW), troisième opérateur mondial dans les terminaux à conteneurs, a signé un partenariat avec l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal). Djazaïr Port World bénéficie à cet égard d'une concession de 30 ans sur le terminal. S'est parallèlement créée une joint-venture entre DPW et l'Entreprise portuaire de Djendjen.

⁸² Le groupe omanais Suhail Bahwan réalise avec Sonatrach un complexe d'ammoniac et d'urée, près d'Arzew. Le consortium koweïtien Almeta al-Qurain contribue, pour un milliard de dollars, à l'activité d'une usine de méthanol.

⁸³ Le saoudien Savola a investi 140 millions d'euros à Oran dans une raffinerie de sucre. Quelque 100 millions de dollars sont également injectés par Mahacil (EAU) dans un complexe laitier.

⁸⁴ Carolyn Barnett, « GCC-Maghreb Relations in a Changing Regional Order », CSIS, août 2013,

porté sur le royaume chérifien une large offensive en termes d'investissements.

Lors de la réunion de l'OPEP de 2011 le Qatar avait déjà fait connaître son intention d'investir dans les infrastructures algériennes et en janvier 2013 il s'engageait dans des accords dans les domaines de l'aviation, l'extraction minière, le transport maritime et la production d'engrais, ainsi que dans la réalisation d'un complexe sidérurgique d'un coût de 2 milliards de dollars. La signature, malgré la tension politique entre les deux pays, de sept accords de partenariat dans les domaines de l'énergie, des mines et de l'industrie lors de la visite de l'Émir du Qatar à Alger en janvier 2013 reflète la nécessité, face à un contexte géoéconomique en mutation, de trouver un terrain d'entente, notamment dans le domaine énergétique. À noter que qu'à la fin de 2013, la compagnie algérienne d'hydrocarbures Sonatrach a découvert un nouveau champ pétrolifère d'environ 1,3 milliard de barils dans le bassin d'Amguid Messaoud, dans le centre nord de l'Algérie, à une centaine de kilomètres de Hassi Messaoud, le plus grand champ pétrolifère d'Algérie « C'est l'une des plus importantes découvertes réalisées par Sonatrach ces vingt dernières années », confirmait le 26 octobre 2013 Youcef Yousfi, le ministre de l'Énergie et des Mines.

Tenant compte de la convergence d'intérêts – le Qatar est le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié⁸⁵ et l'Algérie un acteur important de ce secteur⁸⁶ – et des bouleversements induits par la découverte et l'exploitation de plusieurs gisements de gaz de schiste dans le monde, dont les conséquences sont importantes pour les pays importateurs et exportateurs de gaz, les deux États, qui ont conclu un accord de coopération pétrolière et gazière⁸⁷, sont d'autant plus obligés de coopérer que la concurrence mondiale dans le secteur énergétique exerce une nouvelle pression internationale, non seulement du côté de la Russie ou de l'Iran mais aussi du côté des États-Unis, qui, du fait des importantes découvertes de gaz non conventionnel, vont atteindre leur indépendance énergétique d'ici une dizaine d'années. Déjà, la découverte du gaz de schiste aux États-Unis a fait perdre un débouché à l'Algérie : celle-ci ne vend plus de gaz naturel liquéfié (GNL) outre-Atlantique, alors qu'elle en expédiait avant 2008 plus de 2 milliards de m³ par an. Du coup, en 2012, l'Algérie a décidé d'investir 12 milliards de dollars sur les cinq ans à

http://csis.org/files/publication/130814_Barnett_GCCMaghreb_Web_2.pdf

⁸⁵ La disponibilité d'importants volumes de gaz à des coûts compétitifs permet au Qatar de développer des industries annexes, comme celles des engrais et de la pétrochimie. Il est ainsi devenu le pionnier mondial en matière de technologie « Gas to liquids » et s'est hissé au premier rang des exportateurs de GNL.

⁸⁶ L'Algérie était en 2011 le 11e producteur de gaz naturel avec 77 milliards de mètres cubes.

⁸⁷ « L'Algérie et le Qatar signent huit accords de coopération », Jeune Afrique, 8 janvier 2013, <http://economie.jeuneafrique.com/regions/maghreb-a-moyen-orient/15012-1-algerie-et-le-qatar-signent-huit-accords-de-cooperation.html>

venir pour la recherche et la production de gaz de schiste dont le pays recèle un potentiel important puisque les estimations les plus prudentes tablent sur un minimum de 2 500 milliards de m³.

Mono-exportateurs d'hydrocarbures appelés à diminuer et fortement dépendants de la conjoncture internationale, le Qatar et l'Algérie cherchent à diversifier leurs économies respectives⁸⁸ en prévision des « pics » pétrolier et gazier – le moment où la production commence à décliner – qui se profilent⁸⁹. Par ailleurs en mars 2013, le Qatar et la Norvège ont annoncé qu'ils construiraient ensemble une usine de production d'ammonium, d'un coût de 3,5 milliards de dollars, en Algérie⁹⁰.

Après de longues tractations, la signature le 19 décembre 2013 d'un accord de partenariat pour la réalisation du complexe sidérurgique de Bellara⁹¹ présenté comme le « premier jalon » d'un partenariat « stratégique » est venue confirmer le nouvel élan dans les relations économiques entre les deux pays. Pour les Algériens, cette conclusion rassure quant à la volonté du Qatar de diversifier ses investissements⁹² dans la région et de ne pas concentrer ceux-ci sur le Maroc ou la Tunisie.

Le recalibrage forcé de la politique du Qatar et la nécessaire coopération économique ont favorisé un rapprochement avec l'Algérie et celui-ci, sans effacer les divergences fondamentales, a néanmoins apaisé le climat et calmé les esprits.

Il a aussi permis à l'Algérie de réaffirmer sa prééminence quant à la réponse à apporter aux défis sécuritaires que la révolution libyenne et la crise intérieure tunisienne posent à l'ensemble des pays de la

⁸⁸ Le Qatar a mis en œuvre une vraie stratégie de diversification – multiplication des investissements à l'international, développement du secteur touristique, investissements dans la matière grise, etc. – l'Algérie est quant à elle encore très en retard dans ce domaine.

⁸⁹ Pour nombre d'experts, ces pics devraient intervenir bientôt : dans environ 20 ans pour le pétrole et 30 ans pour le gaz.

⁹⁰ Caroline Alexander, « Algérie Signs Fertilizer-Factory Deals With Norway, Qatar », *Bloomberg Business News*, 25 mars 2013, <http://www.bloomberg.com/news/2013-03-25/algeria-signs-fertilizer-factory-deals-with-norway-qatar.html>

⁹¹ L'investissement sera de deux milliards de dollars dans une première phase et permettra de produire deux millions de tonnes d'acier par an à partir de 2017 avant de s'élever progressivement à cinq millions de tonnes ; <http://www.aps.dz/Algerie-Qatar-signature-d-un.html>

⁹² Le partenariat algéro-qatarien se développe également dans les télécommunications. Dans ce domaine particulier il y a eu une reconfiguration du capital actuel de Watania Télécom, propriétaire de la licence de téléphonie mobile Nedjma. Ainsi, l'augmentation de la part de la société de télécommunications qatarienne Qtel est passée de 52,2% à 92,1%. Le groupe Qtel, dont le siège est à Doha, est une société de télécommunications internationale largement présente au Moyen-Orient et au Maghreb. Elle regroupe des sociétés de télécommunications pionnières et comptait en avril 2013 près de 85 millions d'abonnés.

région, obligeant l'Algérie à définir et mettre en place un pôle sécuritaire opérationnel aux frontières.

En effet, étant la puissance militaire la plus importante de la région et forte de son expérience dans la lutte antiterroriste, l'Algérie a pris, en coopération avec la Tunisie, les mesures nécessaires pour augmenter la surveillance avec sa frontière tunisienne longue de 965 kilomètres. Déjà préoccupé par la lutte contre le trafic d'armes qui sévit dans la région d'Oued Souf, près de la frontière libyenne, l'état-major algérien a suivi de très près l'émergence de la menace djihadiste dans les monts Chaambi, au centre est de la Tunisie, et dans la région de Kasserine, à une trentaine de kilomètres de la frontière algérienne⁹³.

Face à des djihadistes qui semblaient surarmés, l'armée tunisienne, plutôt faible, longtemps marginalisée sous Ben Ali et n'ayant jamais dû faire face à une guerre, manquait d'expérience dans le domaine de la lutte antiterroriste et se trouvant démunie face à la situation, a fait appel à la coopération algérienne⁹⁴ afin d'élaborer une nouvelle stratégie de lutte et de mettre en place des moyens logistiques plus importants. Une convention de coopération militaire liant les deux pays depuis 1983 mais qui n'a jamais été appliquée, faute de véritable menace directe, a été réactivée, et une commission algéro-tunisienne visant à coordonner la lutte contre le terrorisme et le trafic d'armes a été créée. Du côté algérien, les services de douanes et de la police aux frontières ont aussitôt été mobilisés et le dossier pris en charge par la Direction de la documentation et de la sécurité extérieure en coordination avec les parachutistes algériens. Dans un premier temps, les Algériens ont procédé de manière ponctuelle à une surveillance accrue au moyen d'hélicoptères et de chasseurs bombardiers Su-30. Mais très vite, la stratégie de l'AQMI visant à sanctuariser un triangle djihadiste Tunisie-Algérie-Libye a nécessité la mise en place d'une zone tampon de 50 kilomètres de chaque côté de la frontière, avec un droit de poursuite.

Dans le cadre de la coopération stratégique algéro-tunisienne imposée par les transformations régionales, Alger a repris en mains les rênes de la lutte antiterroriste et, sans velléités d'ingérence dans les affaires internes tunisiennes, a réaffirmé son rôle de leader régional, rôle que personne n'a jamais songé à confier ou reconnaître au Qatar, qui a lui aussi pris la mesure de l'incontournable nécessité de l'expérience algérienne. La coopération renforcée aux frontières a remis en selle une Algérie dont l'enjeu et les intérêts géostratégiques la poussaient à ne laisser aucune place au Qatar, vers laquelle les

⁹³ Djihadistes identifiés comme appartenant à la Katibat Okba Ibn Nafaâ – bras présumé d'AQMI, lié au groupe djihadiste Ansar Charia – que les Tunisiens affirmaient avoir démantelée en décembre 2012.

⁹⁴ De plus, depuis la dissolution de la police politique en 2011, les services de renseignements tunisiens faisant l'objet d'une réorganisation se sont avérés totalement inadaptés face au nouveau contexte de guerre de guérilla menée par ces groupes terroristes.

dirigeants tunisiens se sont tournés : Ghannouchi a fait le voyage à Alger pour « rassurer » les autorités algériennes préoccupées par l'arrivée des pouvoirs islamistes dans la région, et Caid Essebsi⁹⁵, reflétant le désir de l'opposition tunisienne de voir l'Algérie devenir le garant d'un accord entre les deux parties, s'y est rendu pour solliciter l'appui de Bouteflika, attribuant ainsi à l'Algérie un rôle de médiateur qui n'a jamais été celui du Qatar dans la région et mettant en évidence le fait que l'influence que Doha comptait exercer sur la Tunisie était très limitée et que l'avenir du Qatar dans les recompositions géopolitiques au Maghreb était plus que compromis.

⁹⁵ En mars 2011, le chef de l'État algérien avait remis un chèque de 100 millions de dollars à celui qui était alors Premier ministre du Gouvernement provisoire tunisien.

Un axe Maroc-Qatar ?

Alors que les pays du Maghreb et ceux du Golfe entretiennent des contacts depuis longtemps, jusqu'à tout récemment aucune des deux régions ne revêtait une importance fondamentale l'une pour l'autre. Tant sur le plan géopolitique – le Maghreb étant dans son ensemble tourné vers l'Europe et le Sahel, alors que les pays du Golfe le sont plutôt vers le Moyen-Orient et l'Iran – que sur le plan économique et commercial, le Maghreb est axé sur l'Europe, l'Afrique et le continent américain alors que les pays du Golfe le sont sur l'Asie, où ils exportent notamment plus des deux tiers de leur pétrole.

Les relations économiques entre les pays du Golfe et les pays du Maghreb demeurent relativement modestes⁹⁶ comparées à l'engagement économique des partenaires traditionnels du Maghreb que sont la France et l'Union européenne, et les investissements des pays du Golfe dans la région restent moins importants que ceux qui sont dirigés vers la Turquie, l'Égypte ou la Jordanie⁹⁷.

Mais les relations entre les deux régions ont connu un essor ces dernières années avec l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) des pays du Golfe au Maghreb, notamment en 2006 avec l'annonce de 46 projets d'investissement d'un montant global de plus de 16 milliards de dollars au Maghreb et en 2012 et celle de 28 projets d'un montant total d'environ 6 milliards de dollars, concernant principalement l'Algérie et le Maroc⁹⁸. L'instabilité dans la région, un cadre juridique incertain et un climat des affaires défavorable aux investissements ont, avec la persistance du malaise de l'économie mondiale, probablement limité les IDE du CCG au Maghreb⁹⁹, auquel pourtant les pays du Golfe accordent un intérêt accru depuis que leur implication et activisme dans la région visent à façonner une

⁹⁶ Radhi Meddeb, « Le Conseil de Coopération du Golfe au Maghreb : échange et stratégies d'investissement », Note de l'Ifri, 2010.

⁹⁷ Carolyn Barnett, « GCC-Maghreb Relations in a Changing Regional Order », CSIS, août 2013, http://csis.org/files/publication/130814_Barnett_GCCMaghreb_Web_2.pdf.

⁹⁸ Source: ANIMA-MIPO Observatory, <http://www.animaweb.org/>. Noter que tous les projets ne sont pas annoncés et que toutes les annonces de projet n'indiquent pas le montant estimatif du projet. Les montants ont été convertis depuis des euros, aux taux de change actuels.

⁹⁹ Roberts, David, « Qatar: domestic quietism, elite adventurism », in *WHAT DOES THE GULF THINK ABOUT THE ARAB AWAKENING?* ECFR, avril 2013, http://ecfr.eu/page/-/ECFR75_GULF_ANALYSIS_AW.pdf

évolution politique qui n'aille pas à l'encontre de leurs intérêts économiques et sécuritaires¹⁰⁰.

Mais le Maroc, qui bénéficie du Statut avancé auprès de l'Union européenne, attire plus les investisseurs que ses voisins du Maghreb et du Moyen-Orient. C'est le constat dressé par le dernier rapport de la Banque mondiale : sur la période 2003-2012, il est classé troisième (sur une liste de 19 pays, dont des exportateurs de pétrole) en nombre de projets greenfield (création de nouvelles entreprises, d'usines ou de filiales de multinationales). Par ailleurs, le Royaume attire d'autant plus les investissements directs étrangers qu'une grande partie de ceux-ci se sont largement détournés de la Tunisie et de l'Égypte ces trois dernières années pour se réfugier au Maroc.

En apportant leur aide à l'économie marocaine, les pays du CCG – dont les revenus pétroliers ont atteint 740 milliards en 2013 et qui avec un PIB de 1 600 milliards de dollars en 2013, représentent la onzième économie mondiale et la plus riche du monde arabe – s'attachent à souligner leur soutien à l'exception marocaine, qui, dans le cadre des bouleversements régionaux, a su de manière pacifique renforcer la monarchie et garantir sa stabilité tout en permettant aux islamistes du PJD d'accéder au pouvoir. La stratégie du CCG consiste à soutenir cet exploit et faire de cette expérience un exemple pour le monde arabe, exemple qui serait en quelque sorte un peu à leur image étant donné les affinités et la proximité politique qui existent entre le Maroc et les monarchies du Golfe.

Les relations entre le Maroc et le Qatar s'insèrent, de manière générale, dans le cadre des relations que le Royaume entretient avec les pays du Golfe¹⁰¹. Ces relations ont connu un tournant en mai 2011, à la suite de l'invitation formulée par les pays membres du CCG à l'adresse du Maroc pour adhérer à ce groupement régional dans le but de consolider les monarchies sunnites à un moment où le

¹⁰⁰ F. Gregory Gause III « Kings for All Seasons: How the Middle East's Monarchies Survived the Arab Spring », Brookings Doha Center analysis No 8, septembre 2013, http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2013/09/24%20resilience%20arab%20monarchies%20gause/resilience%20arab%20monarchies_english

¹⁰¹ Intissar Fakir, « Morocco, the GCC's Maghreb Protector? », in Daily Star, 14 octobre 2011, <http://www.dailystar.com.lb/Opinion/Commentary/2011/Oct-14/151235-morocco-the-gccs-maghreb-protector.ashx#axzz2IAXn8UJ3>.

monde arabe dans son ensemble traversait une grande période de turbulences¹⁰².

Bien que le Maroc ait décliné cette invitation¹⁰³, les relations n'en ont pas moins pris un nouvel essor¹⁰⁴ avec la création du Fonds du Golfe pour le développement, lequel prévoit en particulier le financement de projets de développement au Maroc à hauteur de cinq milliards de dollars répartis sur cinq ans et dont les premiers versements découlant de ce Fonds ont été effectués début 2013¹⁰⁵. Lors de sa tournée dans la région en octobre 2012¹⁰⁶, le roi Mohamed VI a d'ailleurs présenté aux dirigeants d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Koweït et du Qatar les projets sélectionnés au regard des priorités portant sur des investissements d'infrastructures pour faciliter l'accès aux services sociaux de base, le renforcement et le développement de l'agriculture au Maroc (Plan Vert), les secteurs du transport (les ports, les autoroutes), ainsi que ceux de la santé et du logement.

Le fait que le Maroc soit, contrairement aux autres pays de la région, un pays stable et engagé dans un processus de réformes visant à consolider cette stabilité, encourage les pays du Golfe à y investir. En effet, les États membres du CCG, qui sont en quête de zones sûres pour investir, se tournent naturellement vers un pays politiquement et économiquement stable et qui offre des ressources humaines qualifiées et un bon climat des affaires. De plus, l'inflation au Maroc reste très faible, ce qui constitue un atout supplémentaire susceptible d'attirer les investisseurs¹⁰⁷.

Si les pays du Golfe en quête de stabilité et de sécurité se tournent de préférence vers les pays qui, tels que le Maroc, proposent des

¹⁰² Issandr El Amrani, « Some Thoughts on GCC Enlargement », in Arabist, 14 mai 2011 ; <http://arabist.net/blog/2011/5/14/some-thoughtson-gcc-enlargement.html>.

Anouar Boukhars, « Does Morocco Have a Place in the GCC? », in Sada, 25 mai 2011, <http://carnegieendowment.org/2011/05/25/does-morocco-have-place-in-gcc/fl0m>.

¹⁰³ Anouar Boukhars, « The monarchy club », Bitterlemonsinternational.org, 23 juin 2011, <http://www.bitterlemons-international.org/previous.php?opt=1&id=342#1399>.

¹⁰⁴ Le Maroc a obtenu que le 32e sommet du CCG, qui s'est tenu en Arabie saoudite en décembre 2011, mette l'accent sur l'octroi d'une aide économique au Maroc sans qu'il devienne membre à part entière.

¹⁰⁵ Brahim Mokhliss, « Maroc-Qatar : des relations bilatérales au beau fixe », in Le Matin, 24 décembre 2013, http://www.lematin.ma/journal/cooperation_maroc-qatar--des-relations-bilaterales-au-beau-fixe/193746.html.

¹⁰⁶ Khalid Almezaini, « Morocco's Visit to the GCC Furthers Its Strategic Shift », in The National, 20 octobre 2012, <http://www.thenational.ae/thenationalconversation/comment/morocco-visit-to-the-gcc-furthers-its-strategic-shift>.

¹⁰⁷ Selon une étude du Fonds monétaire international, l'inflation au Maroc a été d'environ 1 % en 2010 et 1,5% en 2011; « Morocco – Concluding Statement of the 2011 Article IV Consultation », Fonds monétaire international, 19 juillet 2011, <http://www.imf.org/external/np/ms/2011/071911.htm>.

investissements attractifs dans des secteurs prometteurs, affichent une ouverture économique et démontrent une volonté d'approfondir les réformes, pour le Maroc, un recalibrage stratégique vers les pays du Golfe est rendu nécessaire par les contraintes budgétaires nationales et un contexte régional et international en crise.

Sur le plan intérieur, ce sont les difficultés économiques, portant le risque de déflagration sociale, qui poussent le royaume à rechercher les investissements et aides des pays du Golfe, qui disposent du tiers des fonds souverains à l'échelle mondiale. Le chômage, dont les taux ne cessent de gonfler, la hausse des prix des denrées alimentaires¹⁰⁸ dans le contexte d'une agriculture frappée par une pluviométrie insuffisante, la hausse du prix du carburant, qui a empoisonné le climat social pendant des mois en 2012, et le déséquilibre de la balance commerciale sont autant de facteurs aggravant un déficit budgétaire qui était déjà de 5 % du PIB en 2011 et de 7,5 % en 2012. Dans une situation, socialement explosive, d'assèchement des ressources budgétaires et dans un contexte régional instable et volatil du fait des bouleversements dans les pays voisins du Maroc, repoussant à très loin toute perspective d'intégration régionale prometteuse et bénéfique, le Royaume avait besoin d'accepter les mains qui se tendaient et qui vantaient sa stabilité politique, la qualité de sa main-d'œuvre, ses atouts touristiques, ainsi que son cadre juridique favorable aux investissements.

Sur le plan extérieur, la récession qui a frappé l'Europe avec laquelle le royaume entretient l'essentiel de ses échanges commerciaux et la crise financière mondiale qui a impacté ses relations économiques avec les États-Unis ont poussé le Maroc à tenter de diversifier ses partenaires économiques – il a intensifié ses échanges avec les pays d'Amérique latine de l'Atlantique sud, principalement le Brésil et l'Argentine, et a, ces dernières années, renforcé avec succès sa présence sur le continent africain et renforcé ses liens avec la région du Golfe.

Depuis 1975, le Qatar et le Maroc sont liés par près de 45 accords diversifiés, couvrant tant les secteurs économique et commercial, juridique et judiciaire, que le transport aérien, la culture, la science et la technologie. Mais les relations entre Rabat et Doha connaissent un net accroissement, tant sur le plan politique qu'économique¹⁰⁹, depuis

¹⁰⁸ Souhail Karam, « Update 2-Food subsidies push up Morocco budget deficit », Reuters Africa, 14 juin 2011, <http://af.reuters.com/article/moroccoNews/idAFLDE75D22H20110614>.

¹⁰⁹ Brahim Mokhliss, « Maroc-Qatar : des relations bilatérales au beau fixe », in Le Matin, 24 décembre 2013, http://www.lematin.ma/journal/cooperation_maroc-qatar--des-relations-bilaterales-au-beau-fixe/193746.html.

que le Qatar s'est investi au Maghreb à la faveur des révolutions du Printemps arabe, qui, si elles n'ont pas déferlé sur le Maroc, ont néanmoins facilité après la révision constitutionnelle de juillet 2011 l'arrivée au pouvoir du PJD, le parti islamiste dont le dirigeant, Abdelilah Benkirane, a été nommé Premier ministre. Au moment des élections législatives de novembre 2011, le Qatar était déjà aux avant-postes au Maroc pour prendre pied dans le secteur bancaire, vanter la finance islamique et finaliser un fonds d'investissement avec la somme colossale de 2 milliards de dollars pour des projets touristiques et de loisirs¹¹⁰. Et en novembre 2011, le Maroc et le Qatar, dans une rencontre au plus haut sommet entre les deux pays, à Rabat, ont signé quatre accords de coopération bilatérale. Le premier accord, relatif à un contrat de partenariat pour la création d'une société maroco-qatarienne pour l'investissement, le second un mémorandum d'entente pour la coopération dans le domaine touristique, le troisième un accord portant sur un mémorandum d'entente dans le domaine minier entre l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et le gouvernement qatarien, représenté par la Société minière du Qatar, et enfin un protocole additionnel à l'accord relatif à la main-d'œuvre marocaine au Qatar, conclu en 1987 entre les gouvernements des deux pays.

Au niveau des échanges commerciaux, c'est le 27 février 1999 que fut signée la première convention économique et commerciale entre le Qatar et le Maroc. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont depuis 2010 connu une évolution considérable, atteignant en à peine deux ans 1,26 milliard de dirhams en 2012, reflétant une progression alimentée principalement par la hausse des importations en provenance du Qatar. En effet, la balance commerciale entre le Maroc et le Qatar s'est affichée déficitaire à fin 2012 au détriment du Maroc ; selon les chiffres du ministère du Commerce extérieur, les exportations du Maroc au Qatar étaient estimées en 2013 à 30 millions de dirhams, alors que les importations s'élevaient à 633 millions de dirhams à la fin juillet 2013¹¹¹. Si le Maroc importe massivement du gaz, de l'aluminium et des matières à base de plastique du Qatar, il exporte vers le Qatar principalement des produits agroalimentaires (conserves de poissons), des fruits et légumes et des meubles¹¹².

Mais les échanges commerciaux entre le Qatar et le Maroc, qui stagnent autour de 50 millions d'euros par an, restent extrêmement

¹¹⁰ <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120119101805/>.

¹¹¹ « Maroc-Qatar, une volonté affichée pour mieux coopérer » ? in Les Afriques, 31 décembre 2013,

<http://www.lesafriques.com/actualite/maroc-qatar-une-volonte-affichee-pour-mieux-cooperer.html?Itemid=89>.

¹¹² Eckart Woertz, « Gulf Maghreb Relations », Gulf Research Center, 20 mai 2013, http://www.grc.net/?frm_action=view_newsletter_web&sec_code=grcanalysis&frm_module=contents&show_%20web_list_link=1&int_content_id=80959.

modestes par rapport aux potentialités des deux pays et de leurs ambitions et au regard des excellentes relations politiques qu'entretiennent les deux pays. Toutefois, le Maroc reste un pays très attractif : un marché important et potentiellement très prometteur avec une population jeune et une classe moyenne en croissance, et aussi, de par sa position géostratégique, sa proximité par rapport aux plus grands marchés du monde et surtout du continent africain¹¹³, il constitue une plate-forme commerciale idéale pour les exportations vers l'Afrique et l'Europe. Signe de la volonté des deux pays de développer leurs relations économiques, un Conseil d'affaires maroco-qatarien [Morocco-Qatari Business Council (MQBC)] destiné à promouvoir les échanges et les investissements a été mis en place en 2011 à la suite d'un accord entre la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et la Chambre de commerce du Qatar. Prenant acte de la faiblesse des échanges¹¹⁴, le MQBC ambitionne de les élever au niveau des ambitions des deux pays.

Dans le domaine des investissements, on observe que, de manière générale, les investissements des pays du CCG ciblent en particulier les domaines liés au tourisme tels que la construction et le développement d'hôtels et de stations touristiques ; en revanche, les investissements de ces pays dans l'agriculture marocaine sont très limités, alors que ce secteur représente environ 19 % du PIB marocain et fournit environ 44 % des emplois, et qu'il y a un lourd déficit alimentaire à combler dans ces pays¹¹⁵. Mais il semblerait que les avancées dans ce secteur, notamment le Plan Vert, soient en train de séduire certains investisseurs de la région : plusieurs hommes d'affaires des pays du Golfe, ayant pris part à la 3e Rencontre des investisseurs des pays du Golfe au Maroc (GULFINVEST) ont dans un souci de sécurité alimentaire, question qui constitue une préoccupation majeure pour les pays du Golfe, exprimé leur intérêt pour l'investissement dans le secteur agricole au Maroc.

Le tourisme, dont le taux de croissance annuel a été de 12 % au cours des 10 dernières années et qui représente 10 % du PIB marocain, constitue un atout majeur du Maroc et attire les investisseurs du Golfe, qui en ont fait un secteur de prédilection¹¹⁶. En

¹¹³ Farid Mnebhi. « Maroc-Qatar : pour un axe Rabat-Doha solide », Le Nouvel Observateur, 21/10/2012, <http://faridmnebhi.blogs.nouvelobs.com/archive/2012/10/21/maroc-qatar-pour-un-axe-rabat-doha-solide.html>.

¹¹⁴ Selon le MQBC, les exportations marocaines vers le Qatar étaient estimées à moins de 10 millions de dollars alors que les importations n'étaient que de l'ordre de 80 millions de dollars en 2012.

¹¹⁵ Selon une étude du magazine britannique The Economist, le coût des importations alimentaires pour les six pays du CCG était estimée à 27 milliards de dollars en 2011. Nada Al Rifai, « GCC expansion: More Gulf Food security? », in Zawya, 24 octobre 2011, <http://www.zawya.com/story/ZAWYA20111024060438/>

¹¹⁶ Khalid Almezaini, « Morocco's Visit to the GCC Furthers Its Strategic Shift », The National, 20 octobre 2012,

novembre 2011, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis ont signé un accord de partenariat avec le Maroc qui comprend la création de l'Autorité d'investissement touristique au Maroc (Wissal capital¹¹⁷), un fonds d'investissement dans le tourisme doté d'un capital initial d'environ 2,4 milliards de dollars¹¹⁸. Disposant d'un cadre juridique qui encourage les IDE, le Maroc propose aux pays du Golfe des investissements tout aussi attractifs dans des secteurs prometteurs et à forte valeur ajoutée où il a acquis une compétence indéniable : nouvelles technologies, énergies renouvelables (solaire, éolienne et hydraulique), industrie alimentaire, industrie chimique, aéronautique, automobile, industrie pharmaceutique, ainsi que le tourisme (Plan Azur) et un nouveau dynamisme industriel (Plan Émergence).

Les pays du Golfe sont à l'origine d'une part substantielle des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc, au total la région du Golfe a investi 7 milliards de dirhams au Maroc en 2011. Représentant environ un cinquième du total des IDE – venant juste après la France – ils n'ont cependant pris une telle ampleur, augmentant de 51 % en 2011 alors que ceux de la France baissaient de 58,5 %¹¹⁹, que parce que la crise a ces dernières années considérablement réduit l'implication économique de l'Europe. « Le soutien du CCG au Maroc n'a pu gagner en importance qu'en raison de l'affaiblissement de la zone euro¹²⁰ ».

Les pays du Golfe, qui misent sur des projets à forte intensité de capital, recherchant une rentabilité à court terme et l'acquisition d'infrastructures non duplicables afin d'avoir accès à des quasi-rentes, privilégient les investissements dans les secteurs de l'immobilier et du tourisme mais aussi des télécommunications et des transports. Contrairement à ceux d'autres pays, leurs investissements donnent lieu à moins de co-entreprises et à moins de transferts de

<http://www.thenational.ae/thenationalconversation/comment/morocco-visit-to-the-gcc-further-its-strategic-shift>.

¹¹⁷ Wissal Capital a été créé dans le cadre d'un partenariat entre les fonds souverains du Qatar, des Émirats arabes unis, du Koweït et du Maroc.

¹¹⁸ http://www.lemag.ma/Maroc-CCG-La-diplomatie-du-Roi-porte-d-ores-et-deja-ses-fruits_a78695.html.

¹¹⁹ D'après le rapport économique et financier du ministère marocain des Finances, pour le projet de loi de Finances de l'année budgétaire 2013.

¹²⁰ Kristian Coates Ulrichsen, cité dans « Le Maroc dans la nasse du Qatar », in Slate Afrique, 25 octobre 2012,

<http://www.slateafrique.com/97081/pourquoi-le-qatar-investit-au-maroc-economie>

connaissances essentielles. C'est pour des projets dans le secteur du tourisme et des infrastructures que les pays du Golfe se sont globalement engagés en 2012 à verser au Maroc 5 milliards de dollars sur cinq ans¹²¹ et dont le premier décaissement de 400 millions de dollars par le Fonds saoudien pour le développement s'est concrétisé en mars 2013.

Parmi les pays du Golfe, le Qatar se distingue dans sa relation avec le Maroc par l'activisme qui a caractérisé sa politique au Maghreb, le soutien qu'il a d'emblée apporté au PJD et par les excellentes relations que les dirigeants qatariens entretiennent avec le roi. À l'inverse de la Tunisie, s'il y a des critiques sur l'agenda wahhabite du Qatar ou sur l'avidité de ses ambitions, il n'y a pas de dénonciations de mainmise sur le Maroc. Contrairement à la Libye, au Maroc, les actions du Qatar ne sont taxées ni d'ingérence dans les affaires du royaume ni de complot contre le pays et sont plutôt comprises comme l'assurance de pouvoir poursuivre les réformes et les ambitieux plans de développement qui nécessitent la mobilisation de capitaux importants dont le Maroc ne dispose pas.

Toutefois, même si les IDE en provenance du Qatar, qui ont démarré en 2007 dans le secteur de l'immobilier avec la compagnie Qatari Diar Real Estate relevant de la Qatar Investment Authority (QIA), ont doublé en 2010¹²², passant de 12 millions de dollars (en 2009) à 25 millions de dollars (en 2010), ils restent quand même très timides. Mais du fait de la stabilité du Maroc et des atouts qu'il présente, ils sont en voie de se développer, l'émirat ayant décidé de concentrer ses investissements sur des pays dans lesquels les dirigeants qatariens et leur famille ne sont ni insultés ni moqués et où le drapeau national n'est pas brûlé. Il n'est donc pas surprenant du fait des débâcles du Qatar en Tunisie et en Libye que Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani ait consacré au Maroc sa première visite officielle au Maghreb, le 27 décembre 2013. C'est lors de cette visite symbolisant l'excellence des relations entre le Maroc et le Qatar que quatre conventions¹²³ de coopération bilatérale ont été signées,

¹²¹ Lors de la visite du roi Mohamed VI dans le Golfe, un accord portant sur une aide financière globale de cinq milliards de dollars sur cinq ans a été signé. Dans le cadre de cet accord, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis se sont chacun engagés à octroyer 1,25 milliard de dollars à Rabat durant la période 2012-2017 pour renforcer l'économie marocaine.

¹²² Entre 2005 et jusqu'au premier semestre 2011, les IDE qatariens ne s'élevaient qu'à 900 MDH.

¹²³ La première, portant modification de la convention sur la prévention de la double imposition et la lutte contre l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, la seconde sur un mémorandum d'entente sur la participation de l'État du Qatar dans le financement de projets de développement dans le Royaume du Maroc, un mémorandum qui vise à renforcer les relations historiques liant le Royaume du Maroc à l'État du Qatar et aux pays membres du Conseil de Coopération du Golfe ; la troisième sur le renforcement de la coopération scientifique, technique, technologique et administrative dans le secteur industriel et, enfin, la quatrième

institutionnalisant le caractère cordial et apaisé des relations entre les deux pays. On est loin en effet des tensions créées en 1995 lorsque Hassan II avait blâmé le coup d'État de 1995 de Cheikh Hamad contre son père alors en villégiature en Suisse.

Est-ce que ce retour de confiance¹²⁴ et ces relations apaisées et cordiales peuvent pour autant éloigner le Maroc de l'Arabie Saoudite, son allié traditionnel dans le Golfe ? Rien ne laisse penser que le Maroc puisse envisager de remettre en cause ses liens avec l'Arabie saoudite, qui reste le premier investisseur arabe au Maroc, devançant nettement les autres pays du Golfe et qui, malgré une rivalité avec le Qatar qui s'affirme dans d'autres régions, ne semble pas prendre ombrage de la volonté du Maroc de développer, pour des raisons pragmatiques et stratégiques, des relations avec Doha qui sont loin de constituer un danger quant aux liens maroco-saoudiens.

relative au renforcement de la coopération bilatérale pour la réalisation de projets d'infrastructures. Voir « Maroc-Qatar : une relation exemplaire et une entente parfaite », in *Leral.net*,

http://www.leral.net/Maroc-Qatar-une-relation-exemplaire-et-une-entente-parfaite-fin_a102591.html.

¹²⁴ « Maroc-Qatar: Le retour de confiance », in *Aujourd'hui Le Maroc*, 26 décembre 2013,

<http://www.aujourd'hui.ma/maroc-actualite/focus/maroc-qatar-le-retour-de-confiance-107001.html>.

Conclusion

La diplomatie d'engagement de l'émirat a donné lieu aux interprétations les plus diverses, a suscité une forte polarisation qui a contribué à le diaboliser et a fini par provoquer son rejet du Maghreb d'une manière tout aussi brutale que son entrée y avait été fracassante.

Le Qatar est un pays ambitieux qui pensait disposer des moyens de ses ambitions. Mais si les vecteurs d'influence majeurs que sont l'islam, sa puissance financière et la chaîne d'information Al Jazeera ont joué un rôle fondamental dans la visibilité, la reconnaissance et le rayonnement acquis, celui-ci n'a duré qu'un temps : il s'est en effet écoulé à peine trois ans entre l'apparition du Qatar sur le terrain maghrébin et son éviction de la région.

Les revers successifs de sa diplomatie agressive pendant la transition des pays du Printemps arabe attestent de l'échec de sa politique d'influence sur le terrain. Par ailleurs, la stratégie du Qatar, qui aspirait à maintenir des relations amicales d'un côté avec les États-Unis, garants de sa sécurité, de l'autre avec les factions islamistes du Maghreb, qui n'ont eu de cesse de dénoncer les liens des régimes arabes avec Washington et ont pour objectif d'affaiblir l'hégémonie des États-Unis, a mis le Qatar dans une impasse diplomatique.

Les ambitions de l'émir Hamad de recomposer les forces politiques selon ses propres intérêts et ses espoirs de remodeler la région à son unique avantage ont déplu : à Washington, qui l'avait laissé se hisser au premier plan du Printemps arabe et était de plus en plus irrité de l'électron libre qu'il était devenu ; à ses ennemis traditionnels, dont l'animosité s'est retrouvée ravivée avec le Printemps arabe devenu le théâtre d'un immense bras de fer stratégique et idéologique, non seulement entre chiites et sunnites, mais également entre deux courants islamistes sunnites, salafistes et Frères musulmans.

Les réponses au Printemps arabe ont souligné la rivalité de longue date entre le Qatar et l'Arabie saoudite, cette dernière étant depuis longtemps agacée et irritée par les prétentions et ambitions de Doha ; toutefois, même si les politiques des deux pays se sont accordées sur la question de Bahreïn et la crise syrienne, la tentative du Qatar de damer le pion à l'Arabie Saoudite, principal rival pour l'hégémonie du monde arabe sunnite, s'est soldée par un échec. Si l'Arabie saoudite a laissé le Qatar s'impliquer et être désavoué en Tunisie et en Libye, elle ne pouvait pas se permettre de le laisser mener le jeu

en Égypte, où un président issu des Frères musulmans avait été élu, même si celui-ci s'était rendu à Riyad pour rassurer les Saoudiens. Riyad a d'ailleurs immédiatement su profiter de la chute de Morsi pour réaffirmer son hégémonie dans le monde sunnite.

Outre les tensions avec Riyad, Doha est confrontée au retour en force de l'Iran sur la scène régionale et menacée par les nouveaux positionnements internationaux de Téhéran et les négociations menées avec Washington à un moment où la stratégie commune de Doha et Riyad visant à défaire l'axe Téhéran-Damas a amplement échoué.

Signe de ces revers en série, l'émir a abdiqué en faveur de son fils Tamim ben Hamad Al Thani, qui laisse penser qu'il va rompre avec la diplomatie agressive et interventionniste de son père et ramener le Qatar à son rôle plus discret de médiateur qui lui avait naguère permis de gagner en respectabilité.

Au Maghreb, le nouvel émir entend poursuivre et approfondir les relations avec les pays qui ont fait preuve de stabilité, un tournant que son père avait déjà amorcé. En effet, réalisme oblige, après des tensions exacerbées par son interventionnisme en Libye et en Syrie, le Qatar s'est réconcilié avec l'Algérie : si les deux États sont loin d'être sur la même longueur d'ondes sur de nombreuses questions internationales, ils ont trouvé un terrain d'entente au plan économique. Mais c'est le Maroc, vers lequel le Qatar dirige le plus grand nombre de ses investissements au Maghreb, qui est consacré principal partenaire économique du Qatar dans la région. Ainsi, malgré la faillite de sa politique maghrébine, l'émirat ne perd pas de vue les perspectives et potentiels économiques de la région et s'il n'est pas devenu l'acteur décisif des recompositions géopolitiques du Maghreb, il aspire toujours à y tenir une place importante.

De leur côté, les pays du Maghreb, déterminés à sortir de la dépendance à l'égard de l'Europe, ont depuis longtemps entrepris de diversifier leurs partenaires économiques. S'ils se sont attachés à brider les ambitions que le Qatar a pu nourrir au Maghreb au lendemain du Printemps arabe, ils ne sont pas hostiles à la place qu'il peut occuper en tant que partenaire économique, un parmi d'autres.

Bibliographie

Ouvrages

Chesnot, Christian et Malbrunot, Georges, *Qatar. Les secrets du coffre-fort*, Michel Lafon, mars 2013.

Da Lage, Olivier, en collaboration avec Mohammed El Oifi, Renaud Lecadre, Willy Le Devin, Michel Ruimy et Jean-Pierre Sérèni, *Qatar, Les nouveaux maîtres du jeu*, Demopolis, 2013.

Ennasri, Nabil, *L'énigme du Qatar*, Éditions Iris et Armand Colin, mars 2013.

Lazar, Mehdi, *Le Qatar aujourd'hui. La singulière trajectoire d'un riche émirat*, Michalon, mars 2013, 234 pages.

Levallois, Agnès (dir.), *Qatar : jusqu'où ?* Confluences Méditerranée, no 84, L'Harmattan, février 2013

Articles et contributions

Amara, Amine, « Le Maroc et le Conseil de Coopération du Golfe : perspectives géostratégiques et opportunités économiques », Institut Amadeus, 20 juin 2011, disponible sur :

www.amadeusonline.org/images/stories/Le_Maroc_et_le_Conseil_de_Cooperation_du_Golfe_VF.pdf.

Géoéconomie 2012/3 (n° 62). 122 pages. ISSN : 1284-9340 ; ISSN en ligne : 2258-7748. ISBN : 9782362590405.

Barakat, Sultan, « The Qatari Spring : Qatar's emerging role in peacemaking », Research Paper 2012, Kuwait Programme on Development, Governance and Globalisation in the Gulf States. Disponible sur :

www.lse.ac.uk/IDEAS/programmes/kuwait/documents/The-Qatari-Spring%20-%20Qatars-Emerging-Role-in-Peacemaking.pdf.

Barnett, Carolyn, « GCC-Maghreb Relations in a Changing Regional Order », Center for Strategic and International Studies, Middle East Program, Analysis Paper, août 2013, disponible sur :

http://csis.org/files/publication/130814_Barnett_GCCMaghreb_Web_2.pdf.

Barthe, Benjamin, « Qatar, les ambitions démesurées d'une micro-monarchie », le 25 février 2012, *Le Monde*, disponible sur :

www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/02/25/les-ambitions-demesurees-d-une-micro-monarchie_1648126_3218.html.

Boukhars, Anouar, « The Monarchy club », Bitterlemons-international.org, 23 juin 2011, disponible sur :

www.bitterlemons-international.org/previous.php?opt=1&id=342#1399.

Colombo, Silvia, « The GCC Countries and the Arab Spring. Between Outreach, Patronage and Repression », IAI Working Papers 1209, disponible sur :

www.iai.it/pdf/DocIAI/iaiw1209.pdf.

Da Lage, Olivier, « La diplomatie de Doha : « Des yeux plus gros que le ventre », *Arabies*, mai 2000, disponible sur :

<http://odalage.wordpress.com/autres-publications/la-diplomatie-de-doha-%C2%ABdes-yeux-plus-gros-que-le-ventre-%C2%BB-arabes-mai-2000/>.

Dazi-Héni, Fatiha, « Désir de puissance : le Qatar a-t-il les moyens de sa diplomatie arabe ? », *Actuelle de l'IFRI*, 21 juillet 2012, disponible sur :

www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=7258.

Dazi-Héni, Fatiha « Le Qatar de l'émir Hamad ou le paradoxe de Janus », *Moyen-Orient*, Numéro 16. Octobre-Décembre 2012.

Dazi-Héni, Fatiha « Le Qatar de l'émir Tamîm », CAPinstitute, 19 septembre 2013, disponible sur : www.capinstitute.org/le-qatar-de-lemir-tamim/.

Dorsey, James M., « Wahhabism vs. Wahhabism : Qatar Challenges Saudi Arabia », S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University, Singapour, 6 septembre 2013.

Ennasri, Nabil, 2012, « Quelles sont les ambitions stratégiques du Qatar ? », disponible sur :

www.affaires-strategiques.info/spip.php?article7345.

Gause, F. Gregory, III, « Kings for all Seasons : How the Middle East's Monarchies survived the Arab Spring », Brookings Doha Center analysis, septembre 2013, disponible sur :

www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2013/09/24%20resilience%20arab%20monarchies%20gause/resilience%20arab%20monarchies_english.

Haykel, Bernard, « Saudi Arabia and Qatar in a Time of Revolution », Center for Strategic and International Studies, Middle East Program, Gulf Analysis Paper, disponible sur :

http://csis.org/files/publication/130219_Haykel_SaudiQatar_GulfAnalysis.pdf.

Hussein, Jassim, « GCC Sovereign Fund Investments in Morocco », Al Jazeera Center for Studies, 22 janvier 2012, disponible sur :

<http://studies.aljazeera.net/ResourceGallery/media/Documents/2012/1/23/20121239161681734GCC%20Sovereign%20Fund%20Investments%20in%20Morocco.pdf>.

Koch, Christian, « The GCC States and the West : Challenges of Arab Transitions », in *The Uneasy Balance : Potential and Challenges of the West's Relations with the Gulf States* (Rome : The Instituto Affari Internazionali, 2013).

Kausch, Kristina, « Foreign Funding'in Post-Revolution Tunisia », FRIDE Working Paper, May 20, 2013, disponible sur :

www.fride.org/publication/1128/.

Lazar, Mehdi, « Qatar : quelle stratégie régionale ? De l'influence à la puissance », in *La revue géopolitique*, 14 octobre 2012, disponible sur :

www.diploweb.com/Qatar-quelle-strategie-regionale.html.

Meddeb, Radhi. « Le Conseil de Coopération du Golfe au Maghreb : échange et stratégies d'investissement », Note de l'Ifri, 2010, disponible sur :

www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6116.

Mikaïl, Barah, « Civil society and foreign donors in Libya », FRIDE, 17 juillet 2013, disponible sur :

www.fride.org/download/WP_Lybia.pdf.

Peterson, J., 2006. « Qatar and the World : Branding for a Micro-State », in *Middle East Journal*, 60 (4), p. 732 – 48. Disponible sur :

www.jepeterson.net/sitebuildercontent/sitebuilderfiles/Peterson_-_Qatar_and_the_World.pdf.

Ragab, Eman, « A Formative Stage : Relations between GCC and North African Countries after the Arab Spring », in *The GCC in the Mediterranean in Light of the Arab Spring*, GMF, Mediterranean Paper Series, décembre 2012, disponible sur :

www.gmfus.org/wpcontent/blogs.dir/1/files_mf/1356109016ColomboEtAl_GCCMed_Nov12_web.pdf.

Rivlin, Paul, « Qatar : The Economics and the Politics », *Middle East Economy*, Vol. 3, No. 4, avril 2013. Daman Center, Tel Aviv Université, disponible sur :

www.dayan.org/sites/default/files/Iqtisadi_Eng_April2013_RIVLIN_Qatar_Economics_and_Politics.pdf.

Roberts, David, « Qatari Mediation », 2010, disponible sur :

www.academia.edu/336597/Qatari_Mediation.

«The Arab World's Unlikely Leader : Embracing Qatar's Expanding Role in The Region », Policy Brief, Project on Middle East Democracy, 13 mars 2012.

« Qatar : domestic quietism, elite adventurism », in *What Does The Gulf Think About The Arab Awakening ?* ECFR, avril 2013, disponible sur : <http://ecfr.eu/page/-/ECFR75_GULF_ANALYSIS_AW.pdf>.

Sader, Karim, « Entre wahhabisme et marche forcée vers la modernité. Itinéraire d'un Qatar cultivant les paradoxes », in *Confluences Méditerranée* 2013/1 (N° 84). 194 pages, p. 29-43. ISSN en ligne : 2102-5991. ISBN : 9782343003054. Disponible sur :

<www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-1.htm>.

Salem, Paul, « La politique étrangère du Qatar. Les grandes ambitions d'un micro-État », Carnegie Endowment, décembre 2012, disponible sur :

<<http://carnegieendowment.org/2012/12/31/la-politique-%C3%A9trang%C3%A8re-du-qatar-les-grandes-ambitions-d-un-micro-%C3%A9tat/fixp>>.

Steinberg, Guido, « Qatar and the Arab Spring », février 2012, disponible sur :

<www.swpberlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2012C07_sbg.pdf>.

Talbot, Valeria, « The Gulf States' Political and Economic Role in the Mediterranean », IEMED 2011, disponible sur :

<www.iemed.org/observatori-en/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/med.2011/Talbot_en.pdf>.

Ulrichsen, Kristian Coates, « Small States with a Big Role : Qatar and the United Arab Emirates in the Wake of the Arab Spring » (2012), Discussion Paper. Durham University, HH Sheikh Nasser Al-Sabah Programme, Durham, disponible sur :

<www.dur.ac.uk/resources/alsabah/SmallStateswithaBigRole.pdf>.

Woertz, Eckart, « Gulf-Maghreb Relations », Gulf Research Center, GRC Analysis, 20 mai 2013, disponible sur :

<www.grc.net/?frm_action=view_newsletter_web&sec_code=grcanalysis&frm_module=contents&show_%20web_list_link=1&int_content_id=80959>.